



**MINISTÈRE
CHARGÉ DU BUDGET
ET DES COMPTES PUBLICS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des achats
de l'État**

ACCORD-CADRE A MARCHES SUBSEQUENTS

**MAINTENANCE AVEC AGENTS POSTES DES INSTALLATIONS DE
CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION,
DESENFUMAGE ET PLOMBERIE
EN REGION ILE-DE-FRANCE
2025/2030**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Numéro de consultation : DAE_2024_AC1_MAINT_CVCDPlb_idf

SOMMAIRE

Article 1 - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE	5
1.1 Acheteur.....	5
1.2 Préambule - Contexte.....	5
1.3 Définitions.....	5
1.3.1 Organisations	5
1.3.2 Accord-cadre	6
1.3.3 Lexique	6
1.4 Caractéristiques principales de l'accord-cadre	7
1.4.1 Objet de l'accord-cadre.....	7
1.4.2 Périmètre de l'accord-cadre	7
1.4.3 Allotissement	7
1.4.4 Forme et étendue de l'accord-cadre	7
1.4.5 Durée de l'accord-cadre.....	8
1.4.6 Lieu d'exécution	8
1.4.7 Prestations à réaliser.....	8
1.4.8 Documents contractuels de l'accord-cadre.....	9
1.5 Régime financier de l'accord-cadre.....	10
1.5.1 Etablissement des prix plafonds	10
1.5.2 Révision des prix plafonds.....	10
1.6 Dispositions diverses relatives à l'accord-cadre	11
1.6.1 Modification de l'accord-cadre et exclusion	11
1.6.2 Résiliation de l'accord-cadre	11
Article 2 - MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
2.1 Modalités de passation des marchés subséquents.....	12
2.1.1 Organisation des visites	12
2.1.2 Attribution des marchés subséquents.....	12
2.2 Obligation de réponse.....	13
Article 3 – CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	13
3.1 Caractéristiques principales des marchés subséquents.....	13
3.1.1 Forme des marchés subséquents.....	13
3.1.2 Durée des marchés subséquents	13
3.1.3 Pièces constitutives des marchés subséquents	14
3.2 Les conditions d'exécution des marchés subséquents.....	14
3.2.1 Prise en charge et remise en fin de marché - réversibilité	14
3.2.2 Organisation de l'équipe	15

3.2.3	Protection des installations existantes	18
3.2.4	Nettoyage.....	19
3.2.5	Documentation	19
3.2.6	Accès - consignes	19
3.2.7	Normes, règles professionnelles et documents techniques unifiés (DTU).....	19
3.2.8	Plan de prévention	19
3.2.9	Plan de continuité d'activité (PCA)	19
3.2.10	Modalités d'exécution.....	20
3.3	Régime financier relatif aux marchés subséquents	21
3.3.1	Prix des marchés subséquents.....	21
3.3.2	Les prix par typologie de prestation	22
3.3.2.1	Maintenance préventive et corrective (palliative et curative) P2	22
3.3.2.2	Prestations de traitement de l'eau	22
3.3.2.3	Prix forfaitaire P3.....	23
3.3.2.4	Accompagnement au décret Bacs (PBACS).....	24
3.3.2.5	Opérations P5	25
3.3.2.6	Fourniture d'énergie	25
3.3.2.7	Clause d'intéressement aux économies d'énergie	26
3.3.2.8	Seuils financiers applicables	27
3.3.2.9	Limitation des prestations sous devis	28
3.3.3	Révision des prix des marchés subséquents.....	28
3.3.3.1	Prix hors prestations de traitement de l'eau	28
3.3.3.2	Prix des prestations de traitement de l'eau.....	29
3.3.4	Répartition des paiements	29
3.3.5	Avances	29
3.3.6	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	30
3.3.7	Intérêts moratoires.....	30
3.3.8	Modalités de facturation	31
3.3.8.1	Factures des redevances relatives aux prestations annuelles.....	32
3.3.8.2	Prestation à bon de commande.....	32
3.4	Résiliation du marché subséquent.....	32
Article 4 - CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES A L'ACCORD-CADRE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS		33
4.1	Représentation des parties	33
4.1.1	Représentation de l'acheteur	33
4.1.2	Représentation du titulaire	33
4.2	Obligations liées à l'exécution des prestations	33

4.2.1	Obligations du titulaire	33
4.2.2	Obligations du RSEM	36
4.3	Relations fournisseurs.....	37
4.4	Considérations sociales.....	38
4.5	Considérations environnementales.....	42
4.6	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance.....	43
4.7	Comitologie : Pilotage et réunions.....	43
4.8	Traitement de données à caractère personnel.....	45
4.9	Clause de réexamen.....	45
4.10	Pénalités	46
4.11	Dispositions financières communes	53
4.11.1	Forme et contenu des prix	53
4.11.2	Taux de TVA.....	53
4.11.3	Monnaie.....	53
4.11.4	Suivi du montant maximum de l'accord-cadre.....	54
4.11.5	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	54
4.12	Dispositions diverses communes	55
4.12.1	Echanges dématérialisés.....	55
4.12.2	Sous-traitance.....	55
4.12.3	Assurances	57
4.12.4	Garanties.....	58
4.12.5	Autres obligations administratives	58
4.12.6	Exécution aux frais et risques du titulaire	59
4.12.7	Litiges et contentieux.....	59
4.12.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	60
4.12.8.1	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire	60
4.12.8.2	Suspension à l'initiative du RSEM	61
4.12.8.3	Prolongation du délai d'exécution des prestations	61
4.12.8.4	Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée	62
4.12.8.5	Modalités de communications en cas de crise sanitaire.....	63
4.12.9	Langue	63
Article 5 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS		63
Article 6 – AUTRES DEROGATIONS.....		64

1.1 Acheteur

L'État,

Ministère chargé du budget et des comptes publics

Direction des achats de l'État (DAE)

59, boulevard Vincent Auriol

75703 Paris Cedex 13

Tél : 01.44.97.34.53 / 34.61

Siret : 130 022 205 00012

Il est représenté par François ADAM, Directeur des achats de l'Etat, ou l'une des autorités bénéficiant d'une délégation de signature à cet effet en application de l'arrêté du 22 novembre 2024 portant délégation de signature (direction des achats de l'Etat).

1.2 Préambule - Contexte

La direction des achats de l'État (DAE) a été créée par le décret du 3 mars 2016. Elle est placée auprès du Ministère chargé du budget et des comptes publics.

L'une des missions de la DAE est de conclure des marchés publics interministériels au profit des ministères et des Etablissements Publics et d'en assurer la bonne exécution.

Dans ce cadre, l'Etat souhaite mobiliser les acteurs de l'exploitation thermique et plomberie, qui permettront de répondre notamment aux besoins de maîtrise en coûts, qualité, sécurité/santé et délai concernant la maintenance et l'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation, désenfumage et plomberie au profit des services de l'Etat pour leurs bâtiments situés en Ile-de-France.

A ce titre, deux accords-cadres différents sont mis à disposition selon le type de besoin de chaque service bénéficiaire :

- Un accord-cadre pour les services bénéficiaires ayant un besoin comprenant la mise à disposition par l'entreprise d'un ou plusieurs agent(s) de maintenance posté(s) ;
- Et un accord-cadre pour les services bénéficiaires ayant pour besoin une maintenance itinérante sur l'ensemble de ses bâtiments.

Le présent accord-cadre concerne les sites de services bénéficiaires ayant un besoin comprenant la mise à disposition par l'entreprise d'un ou plusieurs agent(s) de maintenance posté(s). Les agents de maintenance sont postés sur un site principal et peuvent intervenir en itinérance sur des sites satellites selon l'organisation de chaque marché subséquent. Les sites concernés peuvent inclure des logements de fonction ; ces bâtiments font parties intégrantes du présent marché.

1.3 Définitions

1.3.1 Organisations

- « Acheteur » : La direction des achats de l'Etat est l'acheteur. La DAE assure : la préparation, la passation et la signature de l'accord-cadre, leurs éventuels avenants, la validation des révisions de prix et l'éventuelle résiliation de l'accord-cadre.

- « Direction des achats de l'État » (DAE) : acheteur ou encore pouvoir adjudicateur (PA) qui passe et signe l'accord-cadre, ainsi que les éventuels avenants à l'accord-cadre. Il est le coordonnateur du groupement de commande. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre. L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.
- « RSEM ou Responsable du Suivi et de l'Exécution du Marché » : Il s'agit du service bénéficiaire en charge de la passation et de la signature du marché subséquent et de tous les actes d'exécution du marché subséquent (notamment révision des prix, passation d'avenants, agrément de sous-traitants). Le RSEM peut être remplacé par une personne désignée par le RSEM.
- « Titulaires de l'accord-cadre » : ce sont les opérateurs économiques qui ont conclu l'accord-cadre avec la direction des achats de l'État ;

1.3.2 Accord-cadre

- « Accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents » (AC) : contrat conclu entre l'acheteur et plusieurs opérateurs économiques. L'accord-cadre donne lieu à la passation de marchés subséquents par les RSEM.
- « Marché subséquent » : est passé par le RSEM en application de l'accord-cadre. Les exigences organisationnelles et techniques particulières du maître d'ouvrage sont précisées lors de la remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.
- « Bon de commande » : est passé par le bénéficiaire en phase d'exécution du marché subséquent pour les prestations à bons de commande.

1.3.3 Lexique

- CVCDPLB: Chauffage – Ventilation – Climatisation – Désenfumage – Plomberie
- Types de prestations (P2, P3, PFI) : Les typologies des prestations à réaliser et équipements pris en charge sont définis au CCTP (article 3)
- BACS : c'est l'acronyme anglais de Building Automation & Control Systems. Le décret BACS publié dans le Journal officiel le 20 juillet 2020, transpose l'une des dispositions prévues par la directive européenne relative à la performance énergétique des bâtiments. Il impose la mise en place d'une Gestion Technique du Bâtiment (GTB) ou d'une Gestion Technique Centralisée (GTC), au 1er Janvier 2025, pour tous les bâtiments tertiaires non résidentiels, pour lesquels le système de chauffage ou de climatisation, combiné ou non à un système de ventilation, a une puissance nominale utile supérieure à 290 kW. Ce seuil passera à 70 kW à compter du 1er Janvier 2027. Ce décret BACS fait partie des dispositifs mis en place pour accélérer le développement des GTB et ainsi optimiser les consommations en énergie des bâtiments.
- DEM : Dossier Exploitation Maintenance
- DOE : Dossier des Ouvrages Exécutés
- Fichier Tx : Fichier de paramétrage des installations CVC. T0 (temps zéro) pour le fichier à la livraison du bâtiment, version incrémentée à chaque modification d'optimisation des paramétrages (T1, T2...Tx).
- GTB / GTC : Gestion technique du bâtiment ou centralisée
- GMAO : gestion de maintenance assistée par ordinateur

1.4 Caractéristiques principales de l'accord-cadre

1.4.1 Objet de l'accord-cadre

Cet accord-cadre a pour objet la conduite, l'exploitation et la maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation et climatisation, gestion technique centralisée (GTC), traitement d'eau, traitement d'air, désenfumage, plomberie, sanitaires et réseaux divers.

L'accord-cadre est multi-attributaire et conduit à la conclusion de marchés subséquents par remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Les prestations à réaliser dans le cadre de ces marchés subséquents sont à prix mixtes avec des prestations forfaitaires et des prestations à bon de commande.

Ces prestations sont décrites dans l'article 1.4.7 du CCAP.

1.4.2 Périmètre de l'accord-cadre

Les bénéficiaires de l'accord-cadre, dénommés Responsables du Suivi de l'Exécution du Marché (RSEM) sont situés en Ile-de-France.

Cela concerne :

- Les services de l'État (administrations centrales, services déconcentrés et services à compétences nationales) ;
- La cour de cassation.

Les services exclus du marché sont :

- Les services de la préfecture de police ;
- Les services relevant du Ministère des armées ;
- Les sites gérés en maintenance multi-technique.

Les types d'installations concernés sont décrits dans le cahier des clauses techniques et particulières. Le détail des installations par sites sera précisé dans les marchés subséquents.

1.4.3 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

Les agents de maintenance sont postés sur un site principal et peuvent intervenir en itinérance sur des sites satellites selon l'organisation de chaque marché subséquent.

1.4.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est multi-attributaire et le nombre maximum d'attributaires est fixé à six (6).

L'accord-cadre donne lieu à la conclusion de marchés subséquents.

Les marchés subséquents sont mono-attributaires.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, avec un maximum de **120 millions d'euros hors taxes**.

Ce montant maximal correspond à 4 fois le montant estimatif mentionné dans l'avis d'appel à la concurrence.

Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

1.4.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu pour une durée ferme de 60 mois (5 ans).

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre ne peut pas être reconduit.

1.4.6 Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations objets de l'accord-cadre sont situés en région Ile-de-France.

1.4.7 Prestations à réaliser

1.4.7.1 Périmètre technique

Les types d'installations confiés au titre du marché sont décrits dans l'article 2 du CCTP.

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement, sont indiqués dans les marchés subséquents.

1.4.7.2 Nature des prestations

Chaque marché subséquent aura pour objet la réalisation d'une ou plusieurs prestations à forme de prix mixtes (forfaitaire et unitaire) selon les sites et les installations :

■ Pour chaque site :

- Une prestation de prise en charge (CCTP art. 6.1) pour la première année comprenant la constitution du dossier exploitation et maintenance
- Une prestation de restitution et de réversibilité pour la dernière année (CCTP art. 6.3)
- Des prestations annuelles de maintenance P2 (CCTP art. 3.1) : l'exploitation, la conduite, l'astreinte, l'entretien préventif et le correctif pour les installations de production et distribution de chauffage et d'eau chaude sanitaire (ECS), les installations de ventilation, de climatisation et de traitement d'air, mais également les installations de plomberie, de traitement d'eau et de désenfumage lorsque le besoin a été exprimé dans le marché subséquent. Le remplacement des pièces détachées dont le montant unitaire est inférieur ou égal au seuil forfaitaire des fournitures au titre du P2 défini au marché subséquent en application de l'article 3.3.2.8 du CCAP est réputé inclus dans la redevance de maintenance P2.

■ Des prestations au choix du site (optionnelles) :

- Une prestation de garantie totale étendue P3 (CCTP art. 3.2) avec ou sans renouvellement programmé des équipements, comprenant la maintenance corrective, le gros entretien et la garantie totale des installations avec une gestion transparente. Le RSEM souscrivant à cette prestation précise dans le CCP du marché subséquent les installations concernées.
- Une clause d'intéressement aux économies d'énergie (CCTP art. 3.3). La cible de consommation (engagement de consommation) est définie pendant la consultation du marché subséquent. Le RSEM fournira les historiques de consommation. Dans le cas où les conditions nécessaires à l'établissement de cette clause ne sont pas réunies au moment

de la consultation du marché subséquent, il est possible de fixer les cibles de consommation à l'issue de la première année d'exécution du marché subséquent qui sera considérée alors comme probatoire. Ces conditions sont notamment la disponibilité des historiques de consommations, des plans de comptage suffisants et la possession d'une compétence pour le suivi en interne ou externalisé au RSEM.

- Une prestation ponctuelle d'accompagnement PBacs (CCTP art. 3.4) qui est une mission de conseil auprès du RSEM dont le livrable est un rapport détaillant les actions à mener et les coûts associés pour permettre le site concerné d'atteindre les échéances du décret n°2023-259 relatif aux systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments tertiaires ou de manière plus globale le décret éco-énergie tertiaire ou le plan de sobriété de l'Etat. Cette prestation peut faire l'objet d'un bon de commande en cours d'exécution d'un marché subséquent.
- Une prestation optionnelle de traitement de l'eau en ce qui concerne la fourniture des produits nécessaires au traitement de l'eau (CCTP art. 3.5).
- Une prestation de suivi de la légionelle (CCTP art. 3.6).
- Des bons de commandes seront émis pour les fournitures dépassant le seuil forfaitaire des fournitures au titre du P2 incluses dans la maintenance annuelle P2 (article 3.3.2.8 du CCAP) dans le cas où le RSEM n'aurait pas souscrit à une garantie totale P3.
- Des prestations P5 (travaux) réalisées sur bons de commande spécifiques. Ces prestations concernent essentiellement des petites opérations d'amélioration ne dépassant pas le seuil indiqué à l'article 3.3.2.10 du présent CCAP réalisables lors de prestations effectuées au titre de la garantie totale.
- Des équipements ou un outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) peuvent être rajoutés ou ôtés du périmètre des prestations forfaitaires de maintenance P2 de base et le cas échéant la garantie totale P3, en cours de marché.
- Une prestation de maintenance des installations GTC (CCTP art. 3.7).
- Les prestations de création d'un plan de contournement (CCTP art. 4.2.1.2) ou de constitution d'un fichier T0 (CCTP art. 6.1.7.5) peuvent être commandées par le RSEM en exécution du marché subséquent.

1.4.8 Documents contractuels de l'accord-cadre

Par dérogation au cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe
 - o Annexe 1 : BPU
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
 - o Annexe 1 : Gammes minimales de maintenance
 - o Annexe 2 : Températures contractuelles
 - o Annexe 3 : Niveau de criticité
 - o Annexe 4 : Dispositions relatives à la cybersécurité
 - o Annexe 5 : Suivi du titulaire

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021
- Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat de l'Observatoire économique de la commande publique (OECF)
- Cadre de mémoire technique et environnemental complété des titulaires
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

1.5 Régime financier de l'accord-cadre

1.5.1 Etablissement des prix plafonds

L'accord-cadre est conclu à prix plafonds.

Les prix de maintenance forfaitaires annuels établis par sites ne sont pas plafonnés par l'accord-cadre. Ils sont contractualisés dans les marchés subséquents.

Tous les prix du BPU sont donc des prix plafonds. Chaque prix pourra être ajusté lors de la mise en concurrence pour l'établissement des marchés subséquents en fonction des prestations, organisations et équipements spécifiques à chaque marché subséquent (sans dépasser les prix de l'accord-cadre).

1.5.2 Révision des prix plafonds

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M_0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

La révision des prix plafonds de l'accord-cadre ne concerne que les prix plafonds remis au BPU de l'accord-cadre et est établie par l'acheteur.

Les modalités de révision des prix des marchés subséquents sont décrites dans l'article 3.

Tous les prix du BPU sont révisés à chaque nouvel exercice selon la formule de révision ci-après :

$$P = P_0 * (0.7 \text{ ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0 + 0.3 \text{ MIG-EBIQ} / \text{MIG-EBIQ}_0)$$

Avec

* P = nouveau prix du BPU,

* P_0 = prix en vigueur à la date du mois M_0

* ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du « coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), dernière valeur connue publiée à date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, accessible via : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

* ICHT-IME_0 = valeurs d'origine du mois M_0

* MIG-EBIQ = valeur de l'indice 010534841 de l'INSEE, indice de prix à la production dans l'industrie « ensemble énergie, biens intermédiaires, biens d'investissement », dernière valeur connue publiée à date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, accessible via : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841>

* MIG-EBIQ_0 = valeur d'origine du mois M_0

1.6.1 Modification de l'accord-cadre et exclusion

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses de l'accord-cadre s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

L'acheteur se réserve le droit d'exclure le titulaire de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de marchés subséquents dans les hypothèses suivantes :

- mauvaise exécution ou défaillance dans le cadre de marchés subséquents ;
- en cas de résiliation d'un marché subséquent de l'accord-cadre pour faute du titulaire, dans les cas visés à l'article 41 du CCAG-FCS.

L'exclusion de l'accord-cadre est alors prononcée par l'acheteur.

La décision d'exclusion est notifiée au titulaire de l'accord-cadre par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

La décision d'exclusion de l'accord-cadre ne peut intervenir qu'après que le titulaire de l'accord-cadre ait été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de dix (10) jours ouvrés. L'exclusion prend effet à la date fixée dans la décision ou à la date de notification de cette décision. L'exclusion d'un titulaire à l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité.

1.6.2 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

En plus des cas de résiliation prévus au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre suite à une résiliation pour faute : l'acheteur peut prononcer, sans préavis ni indemnité, la résiliation individuelle de l'accord-cadre à l'égard de tout titulaire dont un marché subséquent aurait été résilié pour faute par le RSEM ou à une exécution défaillante sur deux marchés subséquents.

La résiliation de l'accord cadre peut être effectuée pour les motifs suivants, notamment :

- manquement grave et répété à l'engagement d'insertion,
- non-respect du RGPD,
- non-respect des clauses de la Cybersécurité,
- non-remplacement de la personne nommément désignée,
- non-respect des règles de sécurité par le titulaire dans le cas du CCAG-FCS,
- inexactitude des renseignements produits à l'appui de la candidature,
- travail dissimulé,
- absence de transmission des documents (DC4, attestation d'assurances, etc.),
- manquements répétés aux obligations dans le cadre de marchés subséquents.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des marchés en cours d'exécution.

Toute modification des structures du titulaire (changement de statuts, rachat par une autre société) doit immédiatement être portée à la connaissance de l'acheteur.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

2.1 Modalités de passation des marchés subséquents

Le RSEM peut préalablement, à la conclusion d'un marché subséquent, demander au titulaire envisagé de compléter son offre.

La passation de marchés subséquents est à la charge de chaque RSEM. Pour chaque remise en concurrence, une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis aux titulaires de l'accord-cadre par le RSEM.

2.1.1 Organisation des visites

Le RSEM spécifie dans les documents de la consultation de son marché subséquent les modalités de visite de ses sites, le cas échéant.

2.1.2 Attribution des marchés subséquents

Le marché subséquent est attribué au titulaire de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution ci-dessous.

Toutes les valeurs de notations sont indicatives et peuvent varier à la guise du RSEM mais devront respecter les fourchettes suivantes :

- ☐ **Valeur technique : 30 à 60 %**
- ☐ **Valeur économique : 40 à 70%**

La pondération définitive des critères et des sous-critères est communiquée aux titulaires de l'accord-cadre dans la lettre les invitant à remettre une offre pour l'attribution d'un marché subséquent.

1 - La valeur technique est jugée à travers de :		30 à 60 %
Qualité du mémoire au regard des spécificités des sites et du marché		
	Organisation administrative spécifiquement mise en place pour l'exécution du marché subséquent : organigramme, gestion du contrat, encadrement, effectif et qualification du personnel d'intervention ou d'astreinte dédié au marché avec CV, gestion des remplacements et méthode de limitation du taux de remplacement	5 à 30%
	Volume horaire de maintenance, cohérence du volume horaire avec les installations inventoriées, cohérence des taux horaires appliqués	5 à 30%
	Organisation des opérations de maintenance spécifiquement mises en place pour l'exécution du marché subséquent : organisation des interventions en préventif et en correctif, gestion des demandes d'intervention (procédure, outil centre d'appel), traçabilité, gestion de l'astreinte	5 à 30%
	Méthodologie du soumissionnaire pour assurer la continuité de service sur l'outil de GMAO	0 à 15%
	Méthodologie pour assurer les purges des observations émises par les bureaux de contrôle	5 à 15%

2 - La valeur économique est jugée à travers de :		40 à 70%
	Somme des prix de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)	15 à 50%
	Prix indiqués au BPU sur la base d'un scénario de commande masqué	15 à 50%

Les modalités de remise des offres sont fixées dans la lettre d'invitation.

Les RSEM ont la possibilité de négocier les offres. Les modalités de négociation sont précisées dans la lettre d'invitation lors de la procédure de consultation des marchés subséquents.

2.2 Obligation de réponse

Le titulaire de l'accord-cadre n'a pas d'obligation de réponse aux marchés subséquents.

En cas d'absence de réponse ou lorsqu'il n'a reçu que des réponses irrégulières, inacceptables ou inappropriées, le service bénéficiaire peut conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

Dans le cadre de la passation d'un marché subséquent, le service bénéficiaire peut demander aux titulaires de l'accord-cadre de se prononcer sur leur intention de répondre à la consultation lancée, dans un délai fixé librement par le service bénéficiaire. Cette demande est indicative, la réponse des titulaires de l'accord-cadre est facultative. Cette demande a pour seul objet de permettre au service bénéficiaire de se préparer, le cas échéant, à une absence d'offre et donc à la passation d'une procédure hors accord-cadre.

Article 3 – CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

3.1 Caractéristiques principales des marchés subséquents

3.1.1 Forme des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix mixte avec des prestations forfaitaires et des prestations exécutées au moyen de bons de commande.

3.1.2 Durée des marchés subséquents

La durée des marchés subséquents est au maximum de 60 mois, sans pouvoir dépasser de plus de 6 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution est la date de début d'exécution des prestations, fixée dans l'acte d'engagement du marché subséquent.

La notification des bons de commandes dans le cadre des marchés subséquents peut être faite au fur et à mesure de la survenance du besoin jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent sans que leur durée d'exécution (figurant dans l'acte d'engagement) ne puisse dépasser un délai de six (6) mois après la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les bons de commande émis avant le terme de l'accord-cadre continuent à s'exécuter jusqu'à 6 mois après la fin de l'accord-cadre.

3.1.3 Pièces constitutives des marchés subséquents

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de chaque marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes
 - o Annexe 1 : décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
 - o Annexe 2 : bordereau des prix unitaires (BPU)
 - o Annexe 3 : relative aux clauses sociales
- Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent et ses éventuelles annexes
- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre, y compris l'offre du titulaire sélectionnée au stade la passation de l'accord-cadre
- L'offre technique du titulaire
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre

3.2 Les conditions d'exécution des marchés subséquents

3.2.1 Prise en charge et remise en fin de marché - réversibilité

3.2.1.1 Prise en charge en début de marché

Conformément à l'article 6.1 du CCTP, la visite de prise en charge est obligatoire.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des locaux, de la consistance et de l'état des équipements et installations dont il doit assurer l'exploitation et l'entretien,
- des contraintes dues à leur destination,
- des contraintes inhérentes aux sites : implantation géographique, moyens de communication, ressources en main d'œuvre, etc.,
- des contraintes particulières d'accès liées à la spécificité des locaux.

Le titulaire porte au procès-verbal toutes les remarques et réserves qui lui semblent opportunes. En particulier, le titulaire doit faire part au RSEM de ses observations, sur les installations et ouvrages mis à disposition, pouvant avoir une incidence sur ses prestations. Ces éléments sont relatés dans un rapport remis au RSEM sous un délai de 10 semaines à compter du début de prise en charge des installations et concernent :

- les défauts de fonctionnement, de mise en œuvre, les dégradations,
- les non conformités réglementaires,
- toutes anomalies et toutes réserves qui lui semblent impacter défavorablement le déroulement de son marché ou pouvant entrer dans le cadre de garanties dans le cas de travaux récemment réalisés,
- tout écart par rapport aux documents (plans, schémas, DOE, etc.) qui lui sont fournis.

Passé ce délai, seules les réserves indiquées dans ce rapport peuvent être utilisées par le titulaire pour justifier un manquement à ses obligations. Toutes les réserves ou inexactitudes qui peuvent être évoquées ultérieurement, ne le libèrent pas de ses obligations d'exploitation et d'entretien et ne remettent pas en cause les prix des redevances arrêtés. Il renonce donc à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements ou installations.

Les mises en conformité à la réglementation des locaux ou équipements sont à la charge du RSEM.

Durant cette même période suivant le démarrage du marché, le titulaire assure également la constitution de son dossier d'exploitation maintenance articulé autour des thématiques décrits au CCTP à l'article 6.1.

3.2.1.2 Remise du matériel ou des équipements en fin de marché

Conformément à l'article 6.3 du CCTP, le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement et à restituer toute la documentation qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché. Tous les documents d'exploitation et d'entretien sont remis au RSEM.

Les stipulations précédentes sont également applicables en cas de résiliation.

3.2.1.3 Réversibilité

A la fin du marché et pour quelle que cause que ce soit, le titulaire s'engage dans les conditions qui seront définies entre les parties à permettre la réversibilité des prestations afin de permettre au RSEM de faire reprendre sans difficultés par tout tiers lesdites prestations et ce dans les meilleures conditions. Le titulaire communiquera l'ensemble des informations qui lui sont demandées dans l'article 6.3 du CCTP et celles qui seront demandées par le RSEM.

Trois mois avant l'expiration du marché subséquent, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements et de leur niveau d'entretien, est établi avec la présence du RSEM ou de toute autre personne désignée par lui.

Le titulaire dispose d'un mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal. Dans le cas contraire, les travaux de remise en état peuvent être assurés par le RSEM à la charge du titulaire. Le paiement de ces travaux peut être assuré par une réfaction sur les dernières factures ou par tout autre moyen.

Les stipulations précédentes sont également applicables en cas de dénonciation.

En cas de résiliation telle que décrite dans les articles 1.6.2 et 3.4 du présent CCAP, les délais pour les visites de sortie contradictoires doivent être achevées 7 semaines avant l'effectivité de la résiliation. Les PV de réversibilité doivent être transmis au plus tard 15 jours avant la date effective de résiliation. Les levées de réserve dans le cas d'une faute du titulaire seront effectuées par le RSEM ou par une entreprise de son choix à la charge du titulaire fautif.

3.2.2 Organisation de l'équipe

3.2.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Dans la période consécutive à la notification du marché subséquent et précédent la prise en charge du site, et le démarrage effectif de ses prestations, le RSEM déterminera lors d'une réunion de passation les conditions d'exécution relatives à la prise de connaissance du site par le titulaire auprès du titulaire sortant.

Cette période pourra s'étendre sur quatre (4) semaines avant la prise en charge des installations.

Le personnel d'intervention et de remplacement est nommément désigné par le titulaire en vue de l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place, et ce, pendant toute la durée du marché subséquent, des intervenants dont les profils doivent respecter ou être au moins équivalents à ceux mentionnés

dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) selon l'offre qu'il a soumise et avec les détails.

Le personnel d'intervention dispose de diplômes (BEP génie climatique et électromécanique ou niveau équivalent) et compétences adaptées, à justifier avant toute intervention des agents, qui doivent de plus avoir obtenu une habilitation en rapport avec les installations électriques pour pouvoir intervenir sur ces dernières. Les agents doivent obligatoirement disposer d'une carte professionnelle à l'adresse de l'entreprise.

L'organigramme nominatif et fonctionnel de l'équipe intervenant sur les installations d'une part et de l'agence ou de la représentation locale concernée d'autre part, est mis à jour si nécessaire au démarrage des prestations, puis à chaque changement. Il sera présenté dans les bilans annuels.

Il est indiqué dans l'organigramme les qualifications de chaque membre du personnel et les attributions de ce personnel (responsable, contremaître, chef d'équipe, ouvrier, ouvrier spécialiste). Le titulaire doit informer le RSEM de tout changement de personnel en cours de marché.

Le titulaire désigne un responsable technique et administratif (RTA) qui doit être accepté par le RSEM et qui est l'interlocuteur direct et habituel de ce dernier et de l'acheteur.

Afin de satisfaire aux obligations de résultat et de qualité fixées au présent marché, le RSEM se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander :

- le remplacement de tout membre du personnel du titulaire,
- le renforcement en qualification du personnel du titulaire.

3.2.2.2 Remplacement des intervenants et pérennisation de l'équipe

Pendant toute la durée d'exécution du marché subséquent, le RSEM se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire doit indiquer le nom et le curriculum vitae du remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes (proposition nominative accompagnée du curriculum vitae du remplaçant pressenti).

Dans le cas d'un remplacement effectué à la demande du RSEM, le titulaire dispose d'un délai de 1 mois à compter de la demande de remplacement pour proposer un nouvel intervenant. Le titulaire dispose alors d'un délai de 15 jours pour réaliser le point 1 de la procédure de recouvrement décrit à l'article 3.2.2.5 Connaissance des lieux et des équipements ci-après.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

3.2.2.3 Prestation de coordination inter-entreprise

Le titulaire assure la coordination des interventions de ses propres sous-traitants dans le cadre du présent marché.

En particulier :

- Il collecte les documents, rapports et informations à destination du RSEM et assure le retour des informations,
- Il tient à jour la liste des dysfonctionnements techniques constatés par les sous-traitants à des fins de consolidation,
- Il rapporte au RSEM les désordres signalés par les sous-traitants pour garantir la pérennité du patrimoine.

Le coût de cette prestation est intégré dans la redevance annuelle de maintenance P2.

3.2.2.4 Prestation d'accompagnement

Dans le cadre de ses prestations annuelles P2, le titulaire devra accompagner les tiers missionnés par le RSEM pour toutes sortes de visites (contrôles, audits) et d'interventions dans les locaux techniques placés sous sa responsabilité (cf. CCTP article 4.4 et 4.5).

3.2.2.5 Connaissance des lieux et des équipements – formation des personnels

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux dont il aura la charge et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance.

Tout le personnel affecté initialement et en cas de remplacement, dans le cadre du présent marché, doit posséder la connaissance des installations et équipements.

Le titulaire doit assurer les actions de formation de son personnel et en outre s'enquérir de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité pour ce qui concerne le personnel de ses sous-traitants.

Tout nouvel intervenant en cours de marché devra au préalable avoir été formé sur les limites de prestations du contrat et devra avoir réalisé une prise de connaissance des installations dont il aura la charge. Le titulaire devra également tenir compte des délais de criblage nécessaires à la validation d'intervention sur site de son personnel, suivant les indications du marché subséquent. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de ces contraintes de criblage pour chaque site dans la phase de prise en charge.

Les formations nécessaires à l'exploitation et la maintenance des équipements nouveaux sont à la charge du titulaire et doivent être effectuées un mois avant la mise en service des équipements.

En cas de remplacement de personnel en cours du marché, le titulaire doit prévoir une période de recouvrement selon la procédure suivante :

1. les principales caractéristiques des installations et leur localisation (postes d'arrivée concessionnaires, vannes de coupure et barrage, locaux techniques, etc.), ainsi que les conditions de fonctionnement seront présentées au technicien entrant par le technicien référent du site
2. les opérations de maintenance seront réalisées en doublon par le technicien référent et le technicien entrant.

Le titulaire met en place, sur le site, en concertation avec le RSEM au moins 15 jours avant le démarrage du marché subséquent, des moyens lui permettant de prendre en compte l'ensemble des installations à la date de démarrage du marché.

Les connaissances principales qui devront être acquises avant le démarrage des prestations pourront concerner :

- Le mode de fonctionnement du service exploitation maintenance du RSEM,
- Les objectifs du RSEM,
- Le fonctionnement technique de l'ensemble des équipements objet de la prestation,
- La connaissance de la topographie, catégorie des bâtiments,
- La documentation existante concernant les bâtiments et les équipements.

Les caractéristiques des appareils et équipements à entretenir, leur nombre, leur emplacement, sont mentionnés dans le marché subséquent, dans les dossiers des ouvrages exécutés et dans leurs différentes annexes. Ces éléments sont donnés à titre indicatif, le titulaire étant réputé avoir vérifié, préalablement à l'établissement de son offre, les éléments fournis par la visite des installations et locaux, et la consultation des documents.

Par ailleurs, les sites construits avant 1997 sont susceptibles de contenir de l'amiante, notamment dans les clapets coupe-feu, les gaines, les joints, les calorifuges. En conséquence, les intervenants de l'entreprise titulaire devront être formés afin de mettre en œuvre les mesures de prévention liées aux risques amiante. Une intervention en sous-section 4 nécessite la formation des différents intervenants (opérateur et encadrement). Ces formations doivent justifier d'un contenu pédagogique conforme aux exigences de l'arrêté de 23 février 2012. Les opérateurs et encadrants devront être formés ; cette demande est valable pour les sous-traitants.

Le RSEM mettra à disposition des intervenants du titulaire les Dossiers Techniques Amiante et Repérage Amiante Avant Travaux. En conséquence, le titulaire ne pourra refuser de procéder à la maintenance au prétexte de présence d'amiante avérée ou probable. Ces éléments seront intégrés au plan de prévention, le cas échéant.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur le bâtiment ou ses installations ou faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconques, pour ne pas accomplir tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement total de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

Les inexactitudes qui peuvent être évoquées après la passation du marché ne remettent en cause, en aucun cas, le montant de maintenance récurrent du marché.

3.2.2.6 Formation - Habilitation

Le titulaire doit assurer la formation et les habilitations électriques de tous les agents qui interviennent en exploitation et en maintenance sur les équipements.

Le titulaire doit former son personnel et s'assurer de l'état des connaissances sur le plan de la technique et de la sécurité.

De ce fait, au regard de sa connaissance du site, des habilitations autres, notamment travail en hauteur, pourront être nécessaires et le titulaire doit assurer également la formation et s'assurer que les intervenants détiennent les habilitations nécessaires aux intervenants sur ce site afin qu'aucun cas de refus d'intervention pour ces motifs ne puisse être avancé.

3.2.2.7 Tenue vestimentaire

Les agents d'intervention devront toujours porter des tenues conformes au Code du travail, notamment les équipements de protection individuelle avec chaussures de sécurité adaptées à leur activité.

Des précisions supplémentaires, notamment en ce qui concerne le port de la tenue de travail ainsi que le port de l'insigne du titulaire, pourront être apportées par le RSEM en cours d'exécution.

3.2.3 Protection des installations existantes

La mission du titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de ou par sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais.

A défaut d'exécution rapide de ces réparations et après ordre de service resté sans effet, le RSEM peut sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du titulaire par tous les moyens qu'il juge bons.

A cette fin, dès notification du marché subséquent, le titulaire, sous réserve de prise de rendez-vous auprès du RSEM, aura l'accès aux sites, aux équipements et à la documentation s'y rapportant.

3.2.4 Nettoyage

Le titulaire maintient en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les équipements dont il assure la maintenance ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels.

3.2.5 Documentation

Le titulaire dispose de toute documentation technique que lui délivre le RSEM. Celle-ci devra rester sur le site concerné, être maintenue à jour à l'occasion des différents travaux réalisés au titre de ses obligations contractuelles et être restituée lors de la remise des installations en fin de marché.

3.2.6 Accès - consignes

Les modalités d'accès et consignes relatifs aux bâtiments pourront être précisées par le RSEM dans un document libre qu'il transmettra au titulaire à l'occasion ou après la notification du marché subséquent.

3.2.7 Normes, règles professionnelles et documents techniques unifiés (DTU)

Le titulaire se conforme aux plus récentes lois, règlements, normes et règles professionnelles en vigueur. Les textes applicables sont définis dans le CCTP.

3.2.8 Plan de prévention

Les spécifications relatives au plan de prévention sont décrites à l'article 6.1.4 du CCTP.

3.2.9 Plan de continuité d'activité (PCA)

Pour prévenir les modes de fonctionnements dégradés en situation de crise (pandémie grippale ou crue centennale par exemple), un plan de continuité d'activité doit être établi par le titulaire en corrélation avec le RSEM dès la phase de prise en charge des installations.

Les services notamment ministériels se doivent de pouvoir rester en activité permanente selon un plan de continuité d'activité communiqué. Cet impératif induit que les moyens de fonctionnement et d'exploitation des locaux mis en adéquation avec ces PCA s'imposent au titulaire. Il convient donc que l'entreprise titulaire :

- Réalise un plan de continuité au sein de ses équipes ;
- Mette en œuvre des méthodes d'intervention en mode dégradé, notamment en cas d'absence de transport en commun, de débordement des cours d'eau majeurs ou de crise sanitaire ;
- Envisage des mesures palliatives permettant de répondre aux attentes du RSEM.

Le titulaire informe ses agents des risques qui leur incombent et des mesures de prévention individuelle et collectives mises en œuvre. Si un mode dégradé pour cause d'absentéisme devait être adopté, il serait établi en concertation avec l'administration. Le titulaire met à la disposition de ses agents l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires et adaptés à la situation de crise (exemple : gants, lunettes, combinaisons, masques de protection en cas de

pandémie grippale). Le personnel est tenu de respecter les consignes mises en place par l'administration visant à la protection des bâtiments et des personnels.

Aussi, dans les trois mois suivant la date de notification du marché subséquent, le titulaire devra présenter le PCA de son entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée au profit du RSEM ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise. Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai au RSEM toute actualisation, et toute modification impactant sa prestation sur les sites concernés.

Il s'engage à déclencher et déployer son PCA en cas de crise, à son initiative ou sur demande du RSEM selon les circonstances.

3.2.10 Modalités d'exécution

3.2.10.1 Délai d'exécution des marchés subséquents

Le point de départ du délai d'exécution est précisé par le RSEM dans la consultation du marché subséquent.

3.2.10.2 Bons de commandes

Sauf mention contraire du RSEM dans le CCP du marché subséquent, le point de départ du délai d'exécution des bons de commandes est la date d'effet mentionnée sur le bon de commande.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement nécessaire à la transmission de la facture)
- la date d'émission du bon de commande
- la référence du marché subséquent
- les coordonnées du RSEM (notamment le SIRET nécessaire à la transmission de la facture)
- les sites concernés avec leur adresse
- le code du service en charge du paiement
- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande

La signature des bons de commande n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au RSEM dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait du RSEM ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le RSEM prolonge le délai d'exécution.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au RSEM les faits, dans les 15 jours suivant leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. Le RSEM dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

3.2.10.3 Constatation de l'exécution des prestations

Prestations hors P5 (travaux)

Les opérations de contrôle et de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence. Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

Prestations P5 (travaux)

Par dérogation au CCAG de référence, les opérations de vérification sont décrites ci-dessous.

Le titulaire avise le bénéficiaire par écrit de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront. Le bénéficiaire procède aux opérations préalables à la réception des travaux dans les 30 jours à compter de la date de réception de cet avis ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux, si cette dernière date est postérieure. Le bénéficiaire informe le titulaire de la date de réalisation des opérations préalables à la réception des travaux. A défaut de fixation de cette date, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration du délai de 30 jours.

Les opérations préalables à la réception des travaux font l'objet d'un procès-verbal dressé par le bénéficiaire ; un exemplaire est remis au titulaire.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le bénéficiaire décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au titulaire dans les trente jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux.

S'il apparaît que certaines prestations prévues et devant encore donner lieu à règlement n'ont pas été exécutées, le maître d'ouvrage peut décider de prononcer la réception, sous réserve que le titulaire s'engage à exécuter ces prestations dans le délai précisé dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder trois mois. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le bénéficiaire dans la décision de réception ou, en l'absence d'un tel délai, trois mois avant l'expiration du délai de garantie d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le bénéficiaire peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

3.3 Régime financier relatif aux marchés subséquents

3.3.1 Prix des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont conclus à prix mixte.

Les prix unitaires appliqués aux annexes financières des marchés subséquents sont inférieurs ou égaux aux prix plafonds de l'accord-cadre révisés, le cas échéant.

Les prix forfaitaires des marchés subséquents sont issus de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) définie dans la consultation du marché subséquent.

3.3.2 Les prix par typologie de prestation

3.3.2.1 Maintenance préventive et corrective (palliative et curative) P2

Part forfaitaire :

La part forfaitaire concerne les missions de conduite, le préventif et le correctif, les consommables nécessaires en dessous du seuil forfaitaire défini dans le marché subséquent, toute gestion administrative et mission de gestion d'énergie en conduite, la sous-traitance. Il n'inclut pas les frais liés à une éventuelle clause d'intéressement à l'économie d'énergie.

Le titulaire doit prévoir les consommables et produits nécessaires à ses opérations de maintenance préventives conformément aux gammes de maintenance détaillées dans l'annexe « gamme de maintenance » du CCTP.

Toutes pièces, tous consommables de maintenance, nécessaires aux actions de maintenance corrective et dont le prix d'achat net fournisseur hors taxes (HT) compris toutes remises dont bénéficie le titulaire est inférieur au seuil fixé dans le marché subséquent, n'ouvre pas droit à facturation.

Part à bons de commandes :

Dans le cas où le marché subséquent ne comprend pas de P3, la part à bons de commandes concerne les devis au-delà du seuil forfaitaire mentionné plus haut. Les prestations sont conclues à prix unitaires conformément aux prix figurant dans un devis établi par le titulaire dans lequel sont repris : le prix public HT, le prix fournisseur remisé au titulaire, le prix après application du coefficient d'entreprise indiqué au BPU.

Le prix public HT remisé au titulaire doit être attesté par la facture du fournisseur.

Dans le cas où le marché subséquent comprend du P3, la part à bons de commande au titre du P2 concerne les équipements exclus du forfait P3, expressément mentionnés dans le CCP du marché subséquent dont le montant dépasse le seuil forfaitaire.

Les pièces annexes et indissociables d'une pièce principale sont également concernées par ces dispositions.

Le fait de facturer au RSEM une référence, donc un conditionnement complet, induit que la part non utilisée par le titulaire reste sur le lieu d'intervention et puisse être utilisée ultérieurement.

Pour ces opérations de maintenance préventives ou correctives dont la fourniture est supérieure ou égale au seuil défini à l'article 3.3.2.8 du CCAP, le titulaire doit soumettre un devis et attendre l'approbation préalable et expresse du RSEM.

Le titulaire doit transmettre sa proposition pour validation par courrier électronique au RSEM ou à son représentant selon les délais d'émission de devis décrits dans l'article 6.6.4 du CCTP sauf demande spécifique de ce dernier.

3.3.2.2 Prestations de traitement de l'eau

La fourniture du sel ainsi que des produits inhibiteurs de corrosion nécessaires au traitement de l'eau est réglée à prix unitaire par m3 d'eau traitée (K2/2).

La consommation d'eau est relevée au compteur pour chaque poste de traitement par bâtiment concerné.

Pour chaque poste de traitement d'eau, on désigne par :

- « Traitement de l'eau » le coût total annuel de la vente de l'eau traitée telle qu'il résulte du contrat,
- « K2/2 » le montant unitaire du mètre cube d'eau traitée produit tel qu'il résulte du contrat pour les conditions de référence indiquées,
- « Ceau » la consommation d'eau en m³ relevée au compteur.

Traitement de l'eau = $K2/2 * Ceau$

Décompte annuel

Le décompte annuel établi par le titulaire correspond à la facture de solde de fin d'année et comporte :

- le récapitulatif des acomptes facturés,
- les consommations d'eau traitées par poste de traitement d'eau sur la période concernée
- Le solde de facturation

A réception de la proposition de décompte, le RSEM dispose de 15 jours pour adresser ses remarques éventuelles au titulaire et demander l'établissement d'un décompte annuel correctif.

Le décompte annuel validé est notifié par le RSEM au titulaire et a valeur de quitus pour l'exercice écoulé.

3.3.2.3 Prix forfaitaire P3

Le RSEM engage le montant forfaitaire P3 sur la durée ferme du marché subséquent et procède au paiement échelonné selon la périodicité de facturation précisée dans les marchés subséquents (cf. article 3.3.8 du présent CCAP) pour permettre au titulaire d'assurer son obligation de gros entretien et/ou de renouvellement nécessaires au maintien des installations en bon état de fonctionnement.

Le titulaire s'engage à maintenir en parfait état de service les installations de façon à garantir la continuité, la sécurité du service et le maintien des performances des installations indépendamment du montant restant à engager sur le compte d'exécution P3.

Le titulaire remplace les équipements en tenant compte des obligations mentionnées au CCTP en ce qui concerne les marques et types de matériel.

Tout remplacement de pièce effectué sans l'accord express et écrit (courrier électronique, bon de commande, fax, courrier) du RSEM se fait aux frais et risques du titulaire. Dans le cas où le fonctionnement de l'installation et le résultat final auprès des occupants peuvent être remis en cause, le titulaire réalise le remplacement ou la remise en état immédiatement et en informe le RSEM.

Si le titulaire se trouve amené à remplacer dans son ensemble un matériel important, le RSEM peut apprécier l'intérêt et l'opportunité de substituer ce matériel par des matériels de principe et de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation des installations. Le titulaire, dans le cadre de son devoir de conseil, pourra proposer une alternative vertueuse en termes de développement durable (cf. article 4.2.1.1 du CCAP).

Dans le cas où ce remplacement conduit à une différence de prix par rapport à celui du remplacement contractuel, la fourniture fait l'objet d'un devis.

Dans tous les cas de remplacements réalisés, le titulaire doit fournir au RSEM le détail des travaux réalisés avec les matériels, marque et type, qualité et quantité, les temps passés et les coûts, dans un délai de 2 (deux) semaines après remise en service de l'installation concernée.

Le titulaire, à la fin de chaque exercice, remet le décompte des dépenses effectuées au titre du gros entretien avec les pièces justificatives et notamment :

- Les factures fournisseurs affectées des coefficients d'entreprise indiqués dans l'acte d'engagement
- Les temps passés affectés des taux horaires indiqués dans l'acte d'engagement.

Bilan de fin d'exercice

Dans un délai de deux mois suivant la clôture de chaque exercice annuel, le titulaire établit et remet au RSEM le bilan des travaux qu'il a réalisés au titre de la garantie totale et de gros entretien. Ne sont pas comptabilisées dans ce poste, les pièces détachées dont la valeur unitaire est inférieure ou égale à la valeur du seuil de pièces détachées stipulé dans le CCP du marché subséquent.

Le CCP du marché subséquent précise les détails à faire figurer dans le bilan.

Le titulaire fournit copie des factures des fournitures et des justificatifs avant la date limite indiquée par le marché subséquent. En cas de retard ou de défaut de justificatif, les prestations non justifiées ne seront pas intégrées dans le décompte.

Sur décision du RSEM, le solde positif pourra également être affecté, à l'exécution de travaux d'amélioration durant la dernière année du marché. Sinon, il est totalement reversé au RSEM.

En cas de solde négatif, le titulaire conserve la différence à sa charge.

Bilan de fin de marché subséquent

Un an avant la fin du marché, le titulaire transmet au RSEM un décompte provisoire afin de pouvoir gérer la dernière année du marché.

Le compte d'exécution définitif est remis au RSEM dans un délai de 2 (deux) mois suivant la fin du contrat.

Si le solde du compte d'exécution, est positif (montant total des dépenses inférieur au montant total de la redevance versée), le titulaire reverse la totalité du solde au RSEM.

Si le solde du compte d'exécution est négatif, le titulaire conserve la différence à sa charge.

Les justificatifs fournis après les 2 mois suivant la fin du contrat ne seront plus pris en considération dans le décompte final.

Dans le cas où le solde du compte est positif, le RSEM se réserve le droit de faire exécuter des travaux d'amélioration des installations pour ledit montant.

3.3.2.4 Accompagnement au décret Bacs (PBACS)

Les sites font l'objet d'un prix d'accompagnement par site fixé au stade des marchés subséquents. Le RSEM peut activer la prestation par bon de commande.

3.3.2.5 Opérations P5

Dans le cas d'une prestation P5, les demandes de devis interviennent à chaque survenance du besoin, si celui-ci le nécessite.

La procédure adoptée est la suivante :

1) Une demande de devis, est adressée par le RSEM au titulaire par tout moyen permettant d'attester d'une date et heure certaine (courriel, etc ...). Cette demande comprend :

- a. Le nom de l'interlocuteur du RSEM,
- b. la désignation des prestations commandées,
- c. la quantité commandée,
- d. le nom du référent à aviser avant exécution des prestations,
- e. le ou les lieux d'exécution des prestations,
- f. le cas échéant, les conditions particulières d'exécution (délai d'exécution, etc.),
- g. la date limite de réponse au devis, le cas échéant,
- h. Toutes précisions jugées nécessaires

2) Un devis est établi par le titulaire sur la base des tarifs de l'offre initiale (BPU et DPGF) ou révisée. Le devis reprend précisément l'ensemble des points listés dans la demande de devis.

Les devis sont établis :

- sur la base du temps d'intervention, pour les seules prestations non comprises dans les prix forfaitaires de prestation P2 ou P3, aux taux horaires unitaires indiqués à l'Acte d'Engagement.
- sur la base des devis de fournisseurs pour les pièces détachées à joindre à la proposition, auxquels s'appliquent un coefficient d'entreprise indiqué au BPU et déduction faite de la remise fournisseur. Les coûts issus de l'application de ce coefficient s'entendent livrés sur site.

Il est précisé que les prix comprennent l'ensemble des prestations décrites dans la demande de devis (les frais de transport ou d'envoi des matériels et pièces détachées, de déplacement et toutes sujétions sont inclus dans les prix horaires et les coefficients d'entreprise indiqués et ne doivent donc pas être comptabilisés).

Le titulaire transmet son devis par courriel sous un délai de 5 jours ouvrables décomptés à partir de la date d'émission de la demande de devis adressée par tout moyen permettant d'en attester la réception.

Il est rappelé que le titulaire devra obligatoirement répondre à chaque demande de devis qui lui sera adressée. Le titulaire devra impérativement motiver par écrit son éventuelle absence de réponse.

3) Après analyse du devis reçu, le RSEM adresse au titulaire un bon de commande, établi sur la base du devis, et en conformité avec les coefficients d'entreprise et les taux horaires indiqués au BPU. Ce bon de commande sera notifié par tout moyen permettant d'attester d'une date certaine.

3.3.2.6 Fourniture d'énergie

Sans objet. La fourniture d'énergie n'est pas incluse au contrat.

3.3.2.7 Clause d'intéressement aux économies d'énergie

Il est laissé au choix du RSEM d'activer lors du marché subséquent une clause d'intéressement aux économies d'énergie.

La cible de consommation (engagement de consommation) est définie d'un commun accord à l'issue du 1^{er} exercice considéré comme probatoire, le RSEM pouvant cependant exiger lors de la consultation pour le marché subséquent d'un engagement dès le 1^{er} exercice sous réserve de disposer d'un historique de 3 années de consommation.

Le marché comporte donc une clause d'intéressement aux économies d'énergie conforme aux clauses du Guide de l'OECP, qui est appliquée à la fin de chaque exercice annuel et dès la première année du marché, le cas échéant. Dans le cadre d'un marché subséquent comportant plusieurs sites, les engagements de consommation sont donnés individuellement pour chaque site et les intéressements sont calculés site par site et non pas globalement.

On désigne par

m : la consommation d'eau chaude sanitaire en m³, dont on séparera les quantités produites en saison de chauffage et en dehors de la période de chauffage,

q : la consommation de base de chaleur théoriquement nécessaire pour le chauffage d'1m³ d'eau froide pour arriver à la température ECS contractuelle y compris les pertes du réseau de distribution, fixée à l'acte d'engagement,

NB la quantité de chaleur théoriquement nécessaire en **MWh** pour le chauffage des locaux dans les conditions climatiques moyennes définies par NDJUo contractuels,

NDJUo contractuel (base 18 °C) : le nombre contractuel de degrés jours unifiés, dont la valeur est **2335** pour une période de référence pour le calcul de l'intéressement du 1^{er} janvier au 31 mai et du 01 octobre au 31 décembre de la même année,

NDJU constaté : le nombre de degrés jours unifiés constaté pour la durée effective du chauffage, et calculé par le Costic – Station météorologique de Paris Le Bourget,

N'B la quantité de chaleur en **MWh**, théoriquement nécessaire pour le chauffage des locaux pendant la durée effective de chauffage dans les conditions climatiques de l'année considérée,

$$N'B = NB \times \frac{NDJU_{\text{constaté}}}{NDJU_{0 \text{ contractuel}}}$$

NC la quantité de chaleur consommée et relevée au compteur

N'C la quantité de chaleur réellement consommée pour le chauffage des locaux pendant la période considérée

$$N'C = NC - m * q$$

Les DJU constatés sont comptabilisés en intégrant les DJU des jours de démarrage et d'arrêt du chauffage.

En cas d'interruption du chauffage d'une durée comprise entre 12 (douze) heures consécutives et 24 (vingt-quatre) heures, le NDJU est réduit du nombre de DJU réels de la journée entière correspondante ; ensuite pour chaque période d'interruption de 24 heures commencée, le NDJU est réduit du nombre de DJU réel de la journée entière.

Mode de calcul de l'intéressement

Délimitation des seuils de neutralisation

$$N'B_1 = 96 \% \text{ de } N'B$$

$$N'B_2 = 104 \% \text{ de } N'B$$

A l'intérieur des plages définies par $N'B_1$ et $N'B_2$, il y a neutralisation des économies ou excès. Le titulaire est rémunéré sur la base de la valeur calculée pour la consommation de chaleur en sous-station primaire.

Règle de partage : $N'C < N'B_1$ ou $N'C > N'B_2$

Si la quantité de chaleur ($N'C$) est inférieure au seuil de partage des économies ($N'B_1$), le titulaire bénéficie d'un tiers de l'économie réalisée en deçà de ce seuil.

$$\text{Intéressement titulaire} = 1 / 3 * (N'B_1 - N'C) * K$$

Si la quantité de chaleur ($N'C$) est supérieure au seuil de partage des excès ($N'B_2$), le titulaire se voit appliquer une pénalité correspondant à deux tiers du dépassement par rapport à la cible de consommation théorique.

$$\text{Pénalité} = 2 / 3 * (N'C - N'B) * K$$

K est le prix moyen de l'énergie observé pendant la saison de chauffe considérée et communiqué par le RSEM pour chaque site : il est calculé pour chaque site à partir de la moyenne des coûts mensuels hors TVA observés au pro-rata des consommations.

Le processus :

1. Le titulaire fournit au RSEM une fiche détaillant les calculs de consommations à la fin de l'exercice considéré. Une fiche détaillant le calcul de l'intéressement est jointe en annexe et reprend les éléments suivants : dates de démarrage et d'arrêt chauffage, DJU sur la période de chauffe, le calcul des arrêts de production éventuels, la consommation de combustible sur la période de chauffe.
2. Le RSEM vérifie les calculs et calcule l'intéressement avec le prix moyen du combustible au prorata temporis pour la saison de chauffe concernée.
3. Le RSEM décide de l'application d'une pénalité ou d'une prime par une décision formalisée qui sera transmise au comptable afin de déterminer le montant à régler au titulaire.

Il n'est pas permis au titulaire de facturer directement l'intéressement. Les factures transmises par le titulaire ne doivent pas inclure les primes ou pénalités liées à l'économie d'énergie.

En cas de mauvaise exécution de cette clause par le RSEM, le titulaire peut adresser un courrier recommandé avec accusé de réception au RSEM. Au bout de deux mois sans succès, un courrier de rappel avec accusé de réception est à la fois adressé au RSEM et à l'acheteur. Sans réponse de leur part dans un délai de 1 mois, l'article 4.12.7 du CCAP Litiges et contentieux pourra être appliqué.

3.3.2.8 Seuils financiers applicables

Seuil forfaitaire des fournitures au titre du P2

Est intégrée au forfait de redevance P2, la fourniture et la pose de toute pièce détachée ou petit équipement dont le coût unitaire est inférieur au seuil dont le montant est au choix du RSEM exprimé dans le CCP des marchés subséquent : entre 0 € HT et 500 € HT. Ce coût étant le prix facturé par le fournisseur au titulaire compris toutes remises dont bénéficie le titulaire.

Le seuil de pièces détachées est fixe sur la durée totale du marché subséquent.

Franchise sur les pièces ou équipements en garantie totale P3

Une franchise de 150 € est appliquée pour toutes les fournitures dont le coût unitaire dépasse le seuil financier ci-dessus. Cette franchise n'existe pas pour les prestations en P2.

Non exclusivité des opérations de travaux P5

- Les prestations de travaux au titre du P5 ne peuvent dépasser le seuil de 10 000 € hors taxe par opération.

- Un nombre d'heures annuelles maximales consacrées à ces petits travaux peut être défini par le RSEM au stade des marchés subséquents.

Une mauvaise estimation du montant des opérations, dès lors qu'elle n'est pas, d'une part manifeste et, d'autre part, intentionnelle ou résultant d'une grave négligence, ne remet en cause le choix du RSEM sur l'application de cette clause. Par ailleurs, les éventuelles augmentations ou diminutions du montant des travaux en cours d'exécution (par avenant, révision ou actualisation de prix, ...) ne sont pas prises en compte et ne sauraient en aucun cas remettre en cause, le choix opéré initialement par le RSEM.

3.3.2.9 Limitation des prestations sous devis

Dans le cadre général, à titre de maîtrise des coûts globaux de maintenance, les prestations sous devis ne doivent pas dépasser 30% des redevances annuelles de maintenance P2.

3.3.3 Révision des prix des marchés subséquents

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

La révision des prix est notifiée annuellement par l'acheteur.

3.3.3.1 Prix hors prestations de traitement de l'eau

Pour le premier exercice, les prix des prestations sont fermes. Pour chaque nouvel exercice annuel, les prix sont révisés dès la première facture du nouvel exercice, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 * (0.7 \text{ ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0 + 0.3 \text{ MIG-EBIQ} / \text{MIG-EBIQ}_0)$$

Avec

* P = nouveau prix de règlement des prestations

* P₀ = prix en vigueur à la date du mois Mo fixé à l'Acte d'Engagement pour le premier exercice

* ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du "coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), dernière valeur connue publiée à date anniversaire de l'OS de l'exercice précédent accessible via : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

* ICHT-IME₀ = valeurs d'origine du mois m0 fixé

* MIG-EBIQ = valeur de l'indice 010534841 de l'INSEE, indice de prix à la production dans l'industrie « ensemble énergie, biens intermédiaires, biens d'investissement », dernière valeur connue publiée à date anniversaire de l'OS de l'exercice précédent accessible via : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841>

* MIG-EBIQ₀ = valeur d'origine du mois M₀

Les prix des prestations annuelles restent fermes pendant chaque exercice annuel d'exécution.

Les prix des prestations ponctuelles restent fermes pendant toute la durée de la mission associée.

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification du marché subséquent par application de la formule décrite ci-dessus.

3.3.3.2 Prix des prestations de traitement de l'eau

Pour le premier exercice, les prix des prestations sont fermes. Pour chaque nouvel exercice annuel, les prix sont révisés dès la première facture du nouvel exercice, par application de la formule suivante :

Traitement de l'eau = $K2/2 * Ceau$

- $K2/2 = K2/2_0 * (0.5 ICHT-IME / ICHT-IME_0 + 0.5 IPP / IPP_0)$
 - $K2/2$ = nouveau prix de règlement du mètre cube d'eau traitée produit,
 - $K2/2_0$ = prix en vigueur à la date du mois M_0 fixé à l'Acte d'Engagement pour le premier exercice
- * ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du "coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), - Dernière valeur connue publiée à date d'émission du bon de commande accessible via :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

* ICHT-IME₀ = valeurs d'origine du mois M_0 fixé à l'Acte d'Engagement pour le premier exercice

* IPP = valeur de l'indice INSEE Identifiant 010534603 " CPF 20.13 - Autres Produits Chimiques Inorganiques de Base "- Dernière valeur connue publiée à date d'émission du bon de commande accessible via :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534603>

* IPP₀ = valeurs d'origine du mois M_0 fixé à l'Acte d'Engagement pour le premier exercice.

3.3.4 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à trois mois au maximum et à terme échu pour les prestations forfaitaires. Pour les bons de commande cette périodicité est de 1 mois maximum et à terme échu.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées.

Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

3.3.5 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande. Pour la partie forfaitaire, le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché subséquent. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

3.3.6 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Les redevances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché subséquent.

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;

Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française JORF.

3.3.7 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

3.3.8 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (avec nom et coordonnées)
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché subséquent (numéro d'engagement juridique)
- la référence du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- le détail des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le montant total TTC
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Toute facture à modifier après vérification par le RSEM sera retournée à son titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail : Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de déposer ses factures sur le portail ou de saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées) : Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

3.3.8.1 Factures des redevances relatives aux prestations annuelles

La facturation de la partie forfaitaire est précisée dans chaque marché subséquent. Il pourra être demandé une facturation détaillée par site.

Les frais éventuels liés à l'intéressement doivent figurer dans la même facture P2. Quant aux pénalités ou primes qui en découlent, il est rappelé que le montant de la prime ou de la pénalité ne doit pas être intégré dans la facture. Conformément à l'article 3.3.2.7 du CCAP, le titulaire fournit au RSEM une fiche détaillant le calcul de l'intéressement et le RSEM fait appliquer une prime ou une pénalité sur la facture.

La première année, la facture intégrera le montant de la phase de prise en charge.

La dernière année, la facture intégrera le montant de la restitution.

A l'exception des pénalités liées à la clause d'intéressement, toutes les pénalités sont déduites du montant des factures, le cas échéant, les pénalités prévues à l'article 4.10 du CCAP.

3.3.8.2 Prestation à bon de commande

La facturation des prestations à bon de commande s'effectuent à l'issue de la livraison des fournitures, livrables, prestations ou travaux sur constatation du service fait.

3.4 Résiliation du marché subséquent

Le RSEM peut résilier le marché subséquent dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

La résiliation du marché subséquent peut être effectuée pour les motifs suivants, notamment :

- manquement grave et répété à l'engagement d'insertion
- non-respect du RGPD,
- non-respect des clauses de la Cybersécurité,
- non-remplacement de la personne nommément désignée,
- non-respect des règles de sécurité par le titulaire dans le cas du CCAG-FCS
- inexactitude des renseignements produits à l'appui de sa candidature
- travail dissimulé
- absence de transmission des documents (DC4, attestation d'assurances, etc.)
- manquements répétés aux obligations dans le cadre de marchés subséquents,

Toute modification des structures du titulaire (changement de statuts, rachat par une autre société) doit immédiatement être portée à la connaissance du RSEM et de l'acheteur.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au titulaire à raison de ses fautes.

4.1 Représentation des parties

4.1.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est le RSEM qui désignera pour chaque marché subséquent son représentant chargé du suivi de l'exécution des prestations. Le RSEM notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire du marché subséquent.

Toutes les tâches afférentes au marché subséquent sont de la responsabilité du RSEM ou de son représentant : passation de marchés subséquents, signature des ordres de services et des bons de commandes, conduite et contrôle de l'exécution des prestations, admission des prestations, ajournement réfaction ou rejet, signature d'avenant, décision de résiliation, signature des actes de sous-traitance, révision des prix des marchés subséquents, délivrance au titulaire des pièces définies à l'article 4.2.2 du CCAG FCS.

Toutes les tâches relatives à l'accord-cadre demeurent à la charge de l'acheteur.

4.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter :

- auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire au stade de l'accord-cadre.
- auprès du RSEM, pour les besoins de l'exécution du marché subséquent. Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire au stade du marché subséquent.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur (accord-cadre) ou le RSEM (marché subséquent) en cours d'exécution de l'accord-cadre ou du marché subséquent.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur (accord-cadre) ou le RSEM (marché subséquent) de toute modification d'interlocuteur désigné.

Toute modification d'interlocuteur devra être portée à la connaissance de l'acheteur (accord-cadre) ou du RSEM (marché subséquent) dans un délai de quinze jours au plus tard.

4.2 Obligations liées à l'exécution des prestations

4.2.1 Obligations du titulaire

Pour l'atteinte des objectifs contractuels, le titulaire se voit confier l'exploitation et la maintenance des équipements et des bâtiments. A ce titre, il est directement responsable de la bonne exploitation et de l'atteinte des objectifs de performances jusqu'à la fin du contrat de maintenance.

Conformément aux articles du code de la construction et de l'habitation L141-1 à L146-1 (Sécurité des personnes contre les risques d'incendie), le titulaire devra s'assurer que les installations de l'établissement sont maintenues et entretenues en conformité avec la réglementation et procéder aux opérations d'entretien des installations conformément aux prescriptions réglementaires.

Le titulaire s'engage à assurer le bon fonctionnement des ouvrages et veille à ne rien faire qui puisse entraîner la dépréciation.

Le titulaire ne peut apporter aucune modification aux locaux et installations sans l'accord préalable du RSEM. En outre, toute modification se fera dans le respect des prescriptions réglementaires prévues par la réglementation ainsi que les circulaires et instructions en vigueur, en particulier sur le plan de la sécurité.

Le titulaire doit faire le nécessaire pour rendre ou maintenir les installations conformes à la législation ou réglementation et aux normes des compagnies d'assurances.

Des précisions complémentaires sur les obligations particulières du titulaire sont décrits dans le CCTP à l'article 4.

Les obligations générales et administratives sont décrites ci-dessous.

4.2.1.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de non-conformité, de dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire a notamment obligations d'informer et/ou solliciter le RSEM sur toutes demandes non conformes aux normes et textes applicables décrits dans le CCTP.

Le titulaire a la faculté de formuler des avis et des recommandations sur les travaux et opérations dont il n'a pas la charge.

Ce devoir de conseil est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations des marchés subséquents. Dans cette perspective, le RSEM et le titulaire du marché subséquent conviennent d'élaborer conjointement un plan de progrès. Le plan de progrès s'articule autour des axes définis ci-après.

4.2.1.1.1 Préconisations vis-à-vis du Décret tertiaire DEET

A l'issue de la phase de prise en charge telle que décrite dans le CCTP, le titulaire dresse un dossier d'exploitation maintenance dont le contenu est détaillé dans le CCTP à l'article 6.1.7. Il comporte notamment des obligations de conseil relatives au dispositif éco-énergie tertiaire et notamment le décret BACS. En particulier, le titulaire précise la nécessité de faire procéder à un audit pour permettre au site concerné d'atteindre les échéances du décret n°2023-259 relatif aux systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments tertiaires ou de manière plus globale le décret éco-énergie tertiaire.

4.2.1.1.2 Proposition d'une alternative plus vertueuse dans les devis

Cet article concerne les devis émis dans le cas de dépassement du seuil prévu à l'article 3.2.2.8 du CCAP.

Cas 1 : Le titulaire a la capacité de comparer deux solutions pour une même fonctionnalité selon des critères achats responsables (notamment empreinte énergétique) ou pour lutter contre l'obsolescence des équipements. Ces critères peuvent concerner la fourniture.

Cas 2 : Le titulaire n'a pas cette capacité alors il sera amené dans les démarches d'amélioration à acquérir ou tendre à acquérir cette capacité.

Tous les devis pourront faire l'objet d'un contrôle par une AMO Maintenance. Le titulaire devra en fournir par voie dématérialisée tout élément requis pour la réalisation de ces contrôles. Le titulaire autorisera l'AMO à prendre contact directement avec lui dans le cadre de ces contrôles.

4.2.1.2 Obligation d'information et de présence aux réunions

Le titulaire est tenu de signaler au RSEM tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire informe sans délai le RSEM de l'évolution de la réglementation dont il aurait connaissance et nécessitant, par exemple, une mise en conformité des ouvrages. Le RSEM s'engage à informer le titulaire de la suite donnée aux informations portées à sa connaissance. Le titulaire supportera, sans y apporter d'obstacle, les travaux entrepris par le RSEM.

Le titulaire doit honorer les exigences relatives aux réunions prévues à l'article 7.6 à 7.9 du CCTP.

4.2.1.3 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 Euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur ou le RSEM à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage AMO, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur ou le RSEM s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

4.2.1.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

4.2.1.4.1 Contrôle de la liste nominative du personnel affecté au marché subséquent

Certains sites peuvent être sensibles. A ce titre, le titulaire et ses prestataires qui effectuent les prestations seront tenus de fournir au RSEM, pour accord, une liste nominative des personnes

susceptibles d'intervenir sur le site (personnel du titulaire concerné, de ses cotraitants, de ses sous-traitants, etc.), et ce, à minima, 1 mois avant la date de démarrage des prestations.

Cette liste précisera les noms, prénoms, dates et lieux de naissance, et adresses de chacun des salariés, ainsi qu'une photocopie de leur pièce d'identité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour).

En cours d'exécution du marché, le titulaire signalera au moins 1 semaine à l'avance le changement de personne.

Des précisions ou mesures dérogatoires ou supplémentaires à cette clause peuvent être indiquées dans les marchés subséquents par le RSEM.

Le titulaire ou son prestataire concerné ne pourra justifier en aucune manière un retard d'exécution dû au contrôle d'identité de son personnel.

4.2.1.4.2 Accès aux sites

Le titulaire du lot devra se conformer aux exigences de sécurité des sites communiquées par le RSEM. Pour certains sites, le personnel devra être au préalable habilité par le RSEM et se verra ou non délivrer une carte d'accès provisoire. En fonction de l'activité sur le site, le RSEM pourra refuser l'accès à ses locaux à certaines périodes.

Le RSEM se réserve le droit d'interdire l'accès aux sites et de demander le remplacement des personnes proposées par le titulaire sans être tenue d'en préciser le motif. Cette disposition s'applique également aux cotraitants et sous-traitants du titulaire.

4.2.1.5 Responsabilité du titulaire en matière de système d'information

Le titulaire devant utiliser un outil de gestion de la maintenance assisté par ordinateur dans le cadre de ses prestations, il devra se conformer à l'arrêté du 18 septembre 2018 qui a pour vocation d'instaurer un cadre de sécurisation des systèmes d'information et données qui y sont associées. Le titulaire ainsi que ses co-traitants et sous-traitants doivent s'assurer de satisfaire aux exigences de cet arrêté.

Les précisions sont données dans l'article 5.5.4 du CCTP.

4.2.1.6 Mesures d'interopérabilité des outils

Si c'est nécessaire, les outils informatiques du titulaire doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique du RSEM, le cas échéant, des tiers désignés ; à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des outils mis en place avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs.

4.2.2 Obligations du RSEM

4.2.2.1 Documentations et communication

Le RSEM doit communiquer au titulaire toute documentation utile au titulaire notamment, le cas échéant le plan préventif applicable en situation de crise (pandémie grippale ou crue centennale par exemple) à partir duquel plan de continuité d'activité pourra être établi par le titulaire.

Le RSEM communique au titulaire les coordonnées du ou des titulaires de ses contrats avec les organismes de contrôles agréés dans le cadre des vérifications réglementaires obligatoires relatives aux marchés subséquents.

4.2.2.2 Suivi et pilotage

Le RSEM :

- Veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- Informe l'acheteur des informations d'exécution du marché qu'il juge utile

4.2.2.3 Contrôles réglementaires par un organisme agréé

Le RSEM est responsable de la contractualisation avec les bureaux de contrôles agréés.

Il est tenu de transmettre au titulaire les dates de visite dans un délai suffisant pour que le titulaire puisse honorer son devoir de représentation. Ce délai doit être au minimum de 5 jours ouvrés.

4.3 Relations fournisseurs

Respect de la charte de déontologie

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du présent accord-cadre, les relations contractuelles se font dans le respect des dispositions de la Charte de déontologie de la Direction des Achats de l'Etat. Celle-ci constitue le cadre de référence pour tous les agents de la DAE, tant contractuels que fonctionnaires, dans leurs activités. Les dispositions de la charte visent notamment à prévenir les risques d'atteinte à la probité et en particulier le favoritisme et la prise illégale d'intérêt.

Le(s) titulaire(s) est/sont invité(s) à en prendre connaissance à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/dae/la-direction-des-achats-de-letat-actualise-sa-charte-de-deontologie>

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

La Direction des Achats de l'Etat est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, elle souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer la Direction des Achats de l'Etat de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

Recours préalable au médiateur interne « RFAR »

Lorsqu'une partie souhaite recourir à la médiation, elle peut saisir :

- Le médiateur « Relations fournisseurs-achats responsables » de la direction des achats de l'Etat (ci-après : « médiateur RFAR ») ;
- Ou le médiateur des entreprises, dans les conditions prévues aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique ;
- Ou tout autre tiers désigné conformément à l'article L2197-1 du Code de la commande publique

Le médiateur RFAR de la DAE a pour mission de faciliter et de promouvoir le dialogue entre l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre interministériel et les titulaires. En cas de différend, il propose, dans une posture de tiers neutre, un processus consensuel visant à rétablir la communication entre les parties et restaurer la confiance.

Si une partie décide de recourir au médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, préalablement à toute saisine, elle s'assure cumulativement que :

- ses interlocuteurs habituels, au sein de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre ou de l'entreprise selon le cas, ont été informés du différend, sans qu'une solution ait pu être apportée ;
- le différend a fait l'objet d'une saisine de la direction des achats de l'Etat (équipe en charge du support contractuel interministériel), ou que tous les moyens ont été mis en œuvre pour effectuer une telle escalade.

Dans ce cas, elle lui adresse par courriel à mediateur.dae@finances.gouv.fr une demande qui précise le nom de l'entreprise et son numéro de SIREN, l'objet de sa sollicitation (comportant obligatoirement l'objet et le numéro d'identification du marché concerné ainsi qu'une synthèse du différend opposant les parties), le référent au sein du service concerné de l'entité bénéficiaire de l'accord-cadre (nom, coordonnées mail et téléphoniques), le référent au sein de l'entreprise pouvant être contacté avec ses coordonnées mail et téléphoniques.

Les échanges écrits entre les deux parties portant sur ledit différend seront également joints, de manière exhaustive, à cette saisine.

Le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat se prononce sur l'éligibilité de la demande et en informe en retour la partie demanderesse dans un délai maximum de 8 jours ouvrés. Dès lors que la demande est estimée éligible, le médiateur RFAR sollicite l'avis de l'autre partie quant à l'entrée en médiation.

Une fois la médiation acceptée par cette dernière, le médiateur adresse un message sécurisé aux deux parties les informant de l'acceptation réciproque de la médiation et de la date de la première réunion de médiation. La date de cette réunion constitue l'entrée en médiation.

Les délais de recours contentieux sont alors interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties.

Les parties peuvent décider de fixer un délai maximum de médiation.

Sous réserve des exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation est soumise au principe de confidentialité ; les constatations du médiateur et les déclarations des parties recueillies par ses soins dans le cadre de la médiation restent confidentielles ; ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la médiation, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

Chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus de médiation.

Les délais de recours contentieux recommencent à courir de la date à laquelle soit l'une des parties, soit le médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat, déclare par message sécurisé à l'ensemble des parties et au médiateur que la médiation est terminée. Les délais de prescription recommencent à courir pour une durée qui ne peut être inférieure à six mois.

Le recours aux services du médiateur RFAR de la direction des achats de l'Etat est entièrement gratuit.

4.4 Considérations sociales

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, l'acheteur fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot unique du présent accord-cadre.

Pour un même titulaire, les heures totales sur l'ensemble des marchés subséquents confiés sont cumulées.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des RSEM de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 3 (anciennement niveau 5)*, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, ANI Jeunes, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser par marché subséquent :
1 (un) heure pour chaque tranche de 1 000 (mille) euros HT facturés

L'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique au titulaire qu'à l'atteinte, dans le cadre du marché subséquent, d'un montant facturé de 1 000 000 € HT.

Dès l'atteinte de ce seuil, le titulaire est redevable d'un volume horaire d'insertion calibré sur le montant facturé (1 000 000 € HT) et augmenté d'une heure par tranche de 1 000€ HT facturés.

En deçà de ce seuil, l'obligation de réalisation des heures d'insertion ne s'applique pas.

Si le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs marchés subséquents dans le cadre du présent accord-cadre, le titulaire peut solliciter auprès de l'EPEC la globalisation des heures d'insertion afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi. La demande est recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et après accord de l'acheteur.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés subséquents concernés ; les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés subséquents concernés et à due proportion.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

Le titulaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ 2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ 3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'acheteur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer le titulaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner le titulaire dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner le titulaire dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter le titulaire en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC. Il porte sur un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel comme décrites ci-dessous à titre d'information.

A la demande de l'acheteur, le titulaire fournit trimestriellement, à date fixe et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste des pièces qui lui a été fournie.

Ces éléments sont à envoyés à l'acheteur et aux destinataires suivants de l'EPEC : beatrice.calvet@epec.paris copie clement.coquery@epec.paris.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4.10 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer l'acheteur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

Gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion par l'EPEC

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles sont traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliquées dans la mise en application des

considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin de la période concernée. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations doivent être conservées jusqu'en 2032 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données sont conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier : Ensemble Paris Emploi Compétences, 18 rue Goubet 75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée : Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy, TSA 80715, 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

4.5 Considérations environnementales

Le titulaire met en place et suit le plan qualité développement durable décrit à l'article 4.3 du CCTP.

4.6 Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire doit disposer impérativement du niveau de qualification minimale précisé au RC et doit être en capacité de réaliser les tâches essentielles suivantes :

- **Maintenance des équipements techniques de génie climatique en accord avec certification Qualibat 5274** à l'exception des maintenances dites « constructeurs » ou exigeant une société spécialisée agréée par le constructeur.

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire : **Maintenance des équipements techniques de génie climatique en accord avec la certification Qualibat 5274**. Seules les maintenances dites « constructeurs » ou exigeant une société spécialisée agréée par le constructeur peuvent être sous-traitées.

4.7 Comitologie : Pilotage et réunions

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents et en référence aux obligations précisées ci-dessous, le titulaire :

- S'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- S'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

Le titulaire ou représentants se rendent dans les bureaux du RSEM ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis.

En dehors des réunions décrites ci-dessous, le RSEM ou l'acheteur se réserve le droit de provoquer des réunions ponctuelles motivées par un suivi précis et un objet précis.

Toute réunion fait l'objet de compte-rendu dont les délais de transmissions sont précisés soit, dans les articles suivants, soit au stade des marchés subséquents.

Toutes les transmissions se feront par voie dématérialisées sauf précisions contraires du RSEM ou de l'acheteur.

Le coût des réunions est inclus dans le prix des marchés subséquents.

4.7.1 Réunion de lancement

L'acheteur organise dans les deux mois à compter de la notification de l'accord cadre une réunion de déploiement avec les titulaires.

Les RSEM sont en charge d'organiser les réunions de déploiements consécutivement à la notification de leurs marchés subséquents. L'acheteur se réserve le droit d'assister à ces réunions.

4.7.2 Réunion de prise en charge

La réunion de prise en charge est organisée par le RSEM et sera spécifiée dans le marché subséquent. Elle vise notamment à valider les livrables et PV de prise en charge des installations ainsi qu'à s'assurer que les dispositions de l'article 6.1 du CCTP sont bien intégrées.

4.7.3 Suivi mensuel

Des réunions périodiques mensuelles sont conduites pour tous les marchés subséquents sauf précision contraire inscrite au marché subséquent. Elles pourront devenir bimensuelles à la demande du RSEM qui précisera leurs spécificités au stade des marchés subséquents.

Le suivi mensuel est effectué en conformité avec les articles 7.4 et 7.7 du CCTP.

4.7.4 Le suivi trimestriel

Les réunions trimestrielles avec le RSEM et les rapports attendus sont décrits dans les articles 7.5 et 7.8 du CCTP.

A l'issue de ces réunions, dans les 20 jours calendaires suivants, les titulaires transmettent à l'acheteur :

- Le compte-rendu de réunion trimestrielle préalablement validé avec le RSEM,
- Le suivi des difficultés particulières.

4.7.5 Le suivi semestriel

Le RSEM peut mettre en place un suivi semestriel spécifié au stade des marchés subséquents.

Le titulaire transmettra au RSEM tous les six mois les mises à jour de la fiche de progrès issue des réunions annuelles.

4.7.6 Réunions annuelles de suivi du marché subséquent et réunions annuelles de suivi de l'accord cadre

La réunion annuelle d'exploitation avec le RSEM et le rapport attendu sont décrits dans les articles 7.6 et 7.9 du CCTP.

Les réunions annuelles de suivi de l'accord-cadre permettent de faire un état d'avancement et avec l'acheteur, les titulaires et les RSEM. Elles sont à différencier de la réunion annuelle d'exploitation.

Les réunions annuelles de suivi de l'accord-cadre se feront soit avec l'intégralité des titulaires, soit individuellement en fonction des remontées émises par les RSEM. Elles permettront d'aborder les points ci-dessous :

- Le respect des obligations
- Les difficultés rencontrées
- Les axes de progrès

Afin de préparer les réunions avec les titulaires, les RSEM font remonter toutes les informations utiles à la bonne tenue de ces réunions de pilotage deux mois avant la tenue de celles-ci. Les RSEM sont conviés à participer aux réunions annuelles avec les titulaires.

Les comptes-rendus de ces réunions sont rédigés par le titulaire dans les quinze jours qui suivent la tenue de la réunion. L'acheteur émet ses observations dans les quinze jours suivants. La gestion des actions de suivi et ou progrès soulevées lors de ces réunions d'avancement est faite par le titulaire.

Dans le cadre de son suivi de plan, le représentant du titulaire met à jour cette fiche tous les six mois.

4.8 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire de l'accord-cadre est responsable de l'éventuel traitement des données à caractère personnel mis en œuvre à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans cette hypothèse, il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte au bénéficiaire, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification de l'accord-cadre, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

4.9 Clause de réexamen

En application des articles L. 2194-1-1° et R. 2194-1 du code de la commande publique, l'accord cadre fait l'objet d'une clause de réexamen en cas d'évolution du périmètre de prestations.

Le titulaire est autorisé à proposer toute évolution permettant une plus grande efficacité opérationnelle et pouvant générer des économies d'exploitation sans pour autant changer l'objet des marchés subséquents. Ces évolutions font l'objet d'un avenant au marché subséquent.

A ce titre, si le titulaire ou si le RSEM ajuste le plan assurance qualité et développement durable d'un commun accord lors de la réunion de fin de prise en charge, alors le montant lié à cette prestation peut entraîner un acte modificatif au marché subséquent.

Le titulaire est tenu d'accepter la modification des surfaces chauffées, les transformations ou les améliorations des installations, la modification des caractéristiques thermiques des installations et locaux chauffés, la modification des conditions de fonctionnement, la prise en charge ou l'abandon de matériels ou d'équipements, de bâtiments, de sites, en cours d'exécution du marché.

Concernant la modification du périmètre (ajout ou retrait d'équipements), les RSEM auront la possibilité de choisir entre les deux possibilités ci-dessous (choix à indiquer au marché subséquent) :

- Choix 1 : Tout ajout ou retrait d'équipement fera l'objet d'un avenant. Les modifications des montants forfaitaires sont effectuées au regard du BPU du marché subséquent.

- Choix 2 : Mise en place d'une zone de flexibilité :

- Tout ajout ou retrait d'équipement ne donne pas lieu à modification du prix forfaitaire global.

- Tout ajout ou retrait d'équipement n'augmentant ou ne diminuant pas le volume financier du marché subséquent de plus ou de moins de **3%** ne modifie pas les forfaits globaux.

Un suivi des modifications est réalisé par le titulaire. Un avenant n'est réalisé qu'à partir du moment où la zone de flexibilité est dépassée.

Les montants des redevances annuelles sont ajustés en sus ou en moins par rapport aux équipements ajoutés ou supprimés, conformément aux prix indiqués dans le bordereau de prix unitaire dédié à la variation du périmètre décrit dans le BPU du titulaire retenu par le marché subséquent.

L'ajout ou le retrait d'un site, en cas d'ouverture, de fermeture ou de déménagement, est possible si l'établissement des montants forfaitaires sont basés sur le BPU du titulaire retenu par le marché subséquent. Ce cas d'ajout se fait obligatoirement par voie d'avenant.

Lorsqu'en cours d'exécution, il est constaté que des prestations supplémentaires dans le cadre de la partie forfaitaire du marché subséquent, sont à effectuer ou au contraire que des opérations prévues se révèlent inutiles, le titulaire, dans son obligation de conseil doit proposer ces évolutions et demander l'accord au RSEM avant toute modification dans l'exécution des prestations. Ces prestations font l'objet d'une décision prise par le RSEM qui en informera l'acheteur et sera confirmée par un avenant.

4.10 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Le contenu des pénalités et les modalités d'application des pénalités indiquées ci-après peuvent donner lieu à adaptation au stade des marchés subséquents.

Les pénalités peuvent être précomptées sur le solde et les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations.

Par dérogation au CCAG de référence, le montant total des pénalités encourues n'est pas plafonné.

Sauf mention spécifique, les pénalités sont appliquées par les RSEM ou son représentant.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

4.10.1 Non-respect des délais	
4.10.1.1 Délais en maintenance corrective : tous délais décrits dans l'article 6.6.4 du CCTP	En cas de dépassement des délais, au-delà d'une heure, la pénalité est, en fonction de la criticité : - C1 : 100 € (cent) par heure. - C2 : 100 € (cent) par jour - C3 : 50 € (cinquante) par jour
4.10.1.2 Délais de prise en charge des installations et transmission du PV de prise en charge	En cas de dépassement des délais fixés pour la prise en charge, la pénalité est de 100 € (cent) par jour.

4.10.1.3 Délais de mise en œuvre du module de gestion des demandes d'intervention, de mise en œuvre et de mise à jour de la GMAO	En cas de non-respect du délai pour la mise en place du module de gestion des demandes d'intervention, ou la mise à jour ou la configuration de la GMAO (délais contractuels indiqués à l'article 6.2.4 du CCTP), il est fait application d'une pénalité égale à 50 € (cinquante) par jour calendaire au-delà desdits délais.
4.10.1.4 Délais de transmission des plannings de visite de maintenance préventive, des congés et des travaux programmés	Il est fait application d'une pénalité égale à 50 € (cinquante) par jour calendaire au-delà du délai contractuel.
4.10.1.5 Délais de mise à disposition initiale du Dossier Exploitation Maintenance et délais de mise à jour des éléments constitutifs (CCTP art. 6.1.7)	En cas de retard dans la mise à jour ou de retard dans la fourniture des documents d'exploitation, de maintenance, de personnel, etc., tels que défini dans le CCTP, il est appliqué une pénalité égale à 50 € (cinquante) par jour de retard et par document. Les listes de documents et les délais dans lesquels ceux-ci doivent être produits, peuvent être modifiés par ordre de service du RSEM après consultation du titulaire.
4.10.1.6 Délais de transmission des livrables d'exploitation (bilans d'exploitation, calcul de l'économie d'énergie, prestation intellectuelle d'accompagnement PBACS etc.)	Cette pénalité est portée à 50 € (cinquante) par jour de retard au-delà des délais indiqués au CCTP.
4.10.1.7 Délai de levée des réserves ou observations suites à des vérifications périodiques réglementaires	Le titulaire dispose d'un délai d'un mois pour lever toutes les non-conformités (prescriptions, observations ou réserves) qui lui incombent, émises suite à des visites réglementaires (commission de sécurité, services vétérinaires ...) ou des visites périodiques par des bureaux de contrôle (électricité, gaz, équipement sous pression, ...), ce délai courant à partir de la date de notification des observations au titulaire par le RSEM. Au-delà de ce délai, il est fait application au titulaire d'une pénalité de 100 € (cent) par jour calendaire et par non-conformité non traitée.

4.10.2 Pénalités liées aux données

4.10.2.1 Présentation du devis	En cas de non-respect du format de présentation des devis ou propositions de travaux, tels que défini au présent marché, il est appliqué une pénalité égale à 100 € (cent) par devis non conforme.
--------------------------------	--

4.10.2.2 Grille d’autocontrôle, carnets sanitaires (même virtuels) remplis de façon incomplète ou erronée	Il est fait application d'une pénalité égale à 100 € (cent) par constat.
4.10.2.3 Défaut partiel ou total de réversibilité	En cas de qualité ou de moyens déployés insuffisants pour assurer la réversibilité des installations ainsi que la restitution des éléments du DEM défini dans le CCTP, et notamment la restitution des inventaires et des fichiers associés à la GMAO mis à jour en fin de marché (cf. article 6.3 du CCTP) il est fait l’objet d’une pénalité de 0.5 % du montant annuel forfaitaire de la prestation de maintenance sur le site concerné par élément manquant ou par document non mis à jour.

4.10.3 Pénalités relatives à la continuité de service et robustesse des moyens	
4.10.3.1 Indisponibilité totale ou partielle d’un bâtiment	Tout fait dû au titulaire, empêchant l'ouverture de tout ou partie d'un bâtiment au personnel ou au public, entraîne l'application d'une pénalité pour chaque constat de 200 € (deux cents) par heure commencée jusqu’à concurrence de 4h00. Le point de départ est l’heure de notification par courriel du constat. Au-delà, il est fait application d'une pénalité de 1000 € (mille) par jour ouvré de dysfonctionnement.
4.10.3.2 Indisponibilité totale d'une fonction	En cas d'indisponibilité totale d'une fonction due au titulaire, il est appliqué une pénalité minimale de 150 € (cent cinquante) pour chaque constat et par jour commencé.
4.10.3.3 Stocks de pièces détachées insuffisants	En cas de stock de pièces détachées insuffisant (sur site et en véhicule d’intervention), il est prévu l’application d’une pénalité égale à 50 € (cinquante) par constat.
4.10.3.4 Service minimum	En cas d'absence de mise en place d'un service minimum dans les conditions prévues au CCTP ou en cas de mode dégradé dû à un événement extérieur (PCA), il est appliqué au titulaire une pénalité 300 € (trois cents) par jour.
4.10.3.5 Personnel non remplacé – Taux de rotation des membres de l’équipe	Le personnel non remplacé ou absent entraînera une pénalité de 50 €/jour/personne. L’absence sera constatée au regard des moyens prévus dans l’offre et plus particulièrement dans le mémoire.
4.10.3.7 Réunion d'exploitation ou de coordination	En cas d'absence du responsable technique et administratif (RTA), agréé et désigné ou remplaçant ayant les mêmes pouvoirs de décision, à une réunion

	d'exploitation ou de coordination fixée par le RSEM ou l'acheteur, la pénalité est de 100 € (cent).
4.10.3.8 Visite du bureau de contrôle technique	En cas d'absence du représentant du titulaire lors des visites annuelles effectuées par le bureau de contrôle, la pénalité est de 100 € (cent). La pénalité est doublée en cas d'absence de programmation des visites périodiques réglementaires relevant des obligations du titulaire pour les installations dont il a la charge.
4.10.3.9 Appareils de contrôle et de suivi en nombre insuffisant	Par appareil de contrôle et de mesure, non présenté ou non mis en place, à chaque demande, par jour, avec neutralisation de 24h, il est fait application d'une pénalité de 100 € (cent) par constat.

4.10.4 Prestations particulières non conformes	
4.10.4.1 Absence totale de fourniture de chauffage ou d'eau chaude sanitaire	Pour toute interruption totale de production de chauffage ou d'eau chaude sanitaire faisant suite à une défaillance des équipements dont le titulaire est responsable et qu'il pouvait éviter par une intervention préventive systématique ou conditionnelle, il est fait application d'une pénalité de 200 € (deux cents) par constat et par heure commencée dès la première heure.
4.10.4.2 Absence totale de fourniture d'eau glacée froid climatisation	Pour toute interruption totale de production de froid faisant suite à une défaillance des équipements dont le titulaire est responsable et qu'il pouvait éviter par une intervention préventive systématique ou conditionnelle, il est fait application d'une pénalité de 200 € (deux cents) par constat et par heure commencée dès la première heure.
4.10.4.3 Confort génie climatique	
<p>– Chauffage</p> <p>L'obligation de température sera vérifiée à partir des mesures réalisées via la GTC ou par le biais de constats par des mesures ponctuelles.</p> <p>La fourniture de chaleur est considérée comme insuffisante ou excessive si dans les conditions définies au CCTP, les températures intérieures diffèrent des valeurs contractuelles, définies au CCTP de :</p>	<p>Les insuffisances ou excès définis sont sanctionnés par une pénalité de 100 € (cent) par constat ponctuel (à partir du 3ème constat inclus) ou par période commencée de 48 h ou 12 h (constat via les enregistreurs ou la GTC).</p> <p>La pénalité prévue ci-dessus n'est pas applicable pendant les délais prévus pour passer d'un régime à l'autre (mise en route) et pendant les jours où la température extérieure moyenne est inférieure à la température de base d'hiver. Dans ce cas, le titulaire</p>

<p>– +/- 1°C pendant une période continue de 48 (quarante-huit) heures, – +/- 2°C au moins pendant une période continue de 12 (douze) heures, – + 2°C au moins 3 fois sur le site pendant la saison de chauffe, constat réalisé par le biais d'un relevé ponctuel</p> <p>Le titulaire est responsable de l'équilibrage. Les justifications sont apportées avec les appareils enregistreurs de température, fournis et mis en place par le titulaire à la demande du RSEM ou via le suivi réalisé à partir de la GTC</p>	<p>assure le meilleur fonctionnement de l'installation compatible avec ses possibilités, la sécurité et le bon entretien de ladite installation.</p>
<p>– Eau chaude sanitaire</p> <p>La fourniture d'eau chaude sanitaire est considérée comme insuffisante ou excessive si dans les conditions définies au CCTP, les températures diffèrent des valeurs contractuelles, définies au CCTP de :</p> <p>– +/- 5°C pendant une période continue de 4 (quatre) heures consécutives, – La température au point de puisage est inférieure à 40 °C ou supérieure à 60 °C.</p>	<p>Les insuffisances ou excès définis sont sanctionnés par une pénalité de 100 € (cent) par constat et par période commencée de 4 h.</p> <p>Les justifications sont apportées avec les appareils enregistreurs de température, fournis et mis en place par le titulaire au démarrage du contrat.</p> <p>La pénalité prévue ci-dessus n'est pas applicable pendant les délais prévus pour la maintenance des installations soit au maximum 4 jours par an par périodes de 24 h sous réserve d'en aviser le RSEM 15 (quinze) jours à l'avance.</p>
<p>– Climatisation</p> <p>L'obligation de température sera vérifiée à partir des mesures réalisées via les enregistreurs prévus au marché ou par le biais de constats par des mesures ponctuelles ou via les informations disponibles sur la GTC.</p> <p>La fourniture de climatisation est considérée comme insuffisante ou excessive si dans les conditions définies au CCTP, les températures intérieures diffèrent des valeurs contractuelles, définies au CCTP de :</p> <p>– +/- 1°C pendant une période continue de 48 (quarante-huit) heures, – +/- 2°C au moins pendant une période continue de 12 (douze) heures,</p> <p>Dans le cas de l'autocommutateur, du serveur, la fourniture de climatisation est considérée comme insuffisante ou excessive si dans les conditions définies au CCTP, la température ou l'humidité intérieures diffèrent des valeurs contractuelles, définies au CCTP de :</p> <p>– +/- 2°C pendant une période continue de 12 (douze) heures, – +/- 5 % HR pendant une période continue de 12 (douze) heures,</p>	<p>Les insuffisances ou excès définis sont sanctionnés par une pénalité :</p> <p>– de 100 € (cent) par constat ponctuel (à partir du 3ème constat inclus) ou par période commencée de 48 h ou 12 h (constat via les enregistreurs) pour la climatisation de confort – de 200 € (deux cents) par constat ponctuel (à partir du 3ème constat inclus) ou par période commencée de 12 h ou 1 h (constat via les enregistreurs) pour la climatisation de l'autocommutateur, du local informatique, du serveur</p> <p>La pénalité prévue ci-dessus n'est pas applicable pendant les délais prévus pour passer d'un régime à l'autre (mise en route) et pendant les jours où la température extérieure moyenne est supérieure à la température de base été. Dans ce cas, le titulaire assure le meilleur fonctionnement de l'installation compatible avec ses possibilités, la sécurité et le bon entretien de la dite installation.</p>

<p>– atteint une valeur maximale de 25 °C pendant une période continue de 1 (une) heure.</p> <p>Les justifications sont apportées avec les appareils enregistreurs de température, fournis et mis en place par le titulaire à la demande du RSEM ou via les informations de la GTC.</p>	
<p>– Ventilation</p>	<p>Tout défaut de fonctionnement de centrales de traitement d'air ou de caisson de VMC entraîne l'application des pénalités forfaitaires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Centrale de traitement d'air - Installation à l'arrêt : 300 € par constat - Pour les sites pouvant admettre un fonctionnement en free-cooling - absence de passage mode hiver/été : 300 € par constat - Programmation horaire ou température de soufflage non adaptées à la plage horaire contractuelle : 200 € par constat Caisson de VMC - Installation à l'arrêt : 150 € par constat
<p>4.10.4.4 Traitement d'eau</p>	<p>Toute insuffisance dans le suivi du fonctionnement des installations de traitement d'eau (adoucissement, osmose) ou lors d'une défaillance des équipements dont le titulaire est responsable et qu'il pouvait éviter par une intervention préventive systématique ou conditionnelle, il est fait application d'une pénalité de 100 € (cent) par constat pour les adoucisseurs et 200 € (deux cents) pour l'osmoseur.</p>
<p>4.10.4.5 Non-respect du taux de pannes admissibles</p>	<p>Il est fait application d'une pénalité de 100 € (cent) par panne applicable dès la première panne en cas de non-respect des taux de panne admissible par installation précisés au CCTP</p>
<p>4.10.4.6 Pannes répétitives sur un équipement</p>	<p>En cas de panne répétitive sur un équipement, le titulaire subira une pénalité de 150 € (cent cinquante) qui sera précompté journalier</p>
<p>4.10.4.7 Non maintien des performances ou qualités d'origine</p>	<p>Tout manquement par rapport aux performances et qualités des équipements, qui sont de manière générale les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP du présent marché, donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 50 € (cinquante) par jour entier de non-respect des conditions contractuelles</p>

4.10.4.8 Non réception de travaux pour mauvaise exécution	En cas de prestations mal faites (réalisation non conforme aux règles de l'art) ou de travaux non conformes au marché, il est fait application au titulaire d'une pénalité de 100 € (cent) par jour de retard commencé après la date de constat jusqu'à réception sans réserve.
---	---

4.10.5 Pénalités liées aux considérations environnementales et sociales	
4.10.5.1 Non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique	<p>En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 € (soixante) par heure d'insertion non réalisée</p> <p>En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 € (soixante-quinze) par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'acheteur.</p>
4.10.5.2 Gestion des déchets	Le titulaire doit enlever au fur et à mesure les déchets, détritiques, emballages relatifs à ses travaux. Une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire est appliquée au titulaire, s'il n'observe pas cette prescription, à partir d'un délai de un jour après constatation écrite par le RSEM.

4.10.6 Pénalités liées à la sécurité et aux chantiers	
4.10.6.1 Non-respect des consignes	En cas de non-respect des consignes d'utilisation des équipements (décrites à l'article 5.5 du CCTP) ou fixées par le RSEM dans l'exploitation du bâtiment, il est fait application d'une pénalité égale à 100 € (cent) par constat.
4.10.6.2 Absence de visa sur le registre de sécurité	En l'absence de visa sur le registre de sécurité d'un bâtiment, il est appliqué une pénalité égale à 50 € (cinquante) par constat.
4.10.6.3 Intervention non autorisée ou non réglementaire	Dans le cas où le titulaire exécuterait des travaux dangereux, insalubres ou non autorisés par le RSEM ou mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens, il est appliqué une pénalité forfaitaire de 200 € (deux cents) par jour.

4.10.6.4 Non-respect des consignes de sécurité et d'hygiène	En cas de non-respect des consignes de sécurité et d'hygiène fixées par le RSEM dans l'exploitation du bâtiment, il est fait application d'une pénalité égale à 100 € (cent) par constat.
4.10.6.5 Réalisation de travaux sans accord préalable du RSEM	En cas de réalisation de travaux sans accord préalable du RSEM, pour les pièces d'un coût supérieur au seuil contractuel sauf cas définis au marché, il est fait application au titulaire d'une pénalité de 200 € (deux cents).

4.11 Dispositions financières communes

4.11.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations et travaux ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- L'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
 - o les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
 - o les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
 - o les sujétions relatifs aux petits travaux résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
- Les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres prestations ou travaux.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le RSEM.

En cas de sous-traitance, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles (article 10.1.3 du CCAG- FCS).

4.11.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

4.11.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

4.11.4 Suivi du montant maximum de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu d'établir un suivi semestriel du montant des marchés subséquents qui lui sont confiés.

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- Produire un état semestriel de la consommation des prestations, tous RSEM confondus le cas échéant,
- Alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 50% puis 80% de la valeur maximale de l'accord-cadre.

Ce suivi est à transmettre entre le 10 et le 20 des mois de juillet et de janvier.

4.11.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur et les RSEM dans le cadre des marchés subséquents.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le RSEM se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché subséquent, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge RSEM ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le RSEM :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

4.12 Dispositions diverses communes

4.12.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur ou le RSEM notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché avec obligation du titulaire de confirmer par accusé de réception) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique ou via un outil mis en place par le titulaire et accepté par le RSEM.

Les modalités précises de ces échanges peuvent être précisées par les services RSEM au stade des marchés subséquents.

4.12.2 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique, à condition d'avoir obtenu du RSEM l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance. Les sous-traitants présentés à l'agrément devront avoir les garanties professionnelles et financières en rapport avec la nature des prestations sous-traitées. L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles R. 2193-1 à R. 2193-8 du code de la commande publique

Pour les installations pour lesquelles le titulaire ne dispose pas en interne des compétences ou qualifications nécessaires et n'imposant pas une présence permanente, ou pour des motifs réglementaires, le titulaire pourra faire appel à des entreprises sous-traitantes, soumis à agrément du RSEM.

En vue d'obtenir cette acceptation, il remet au RSEM le DC4 indiquant :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale, ainsi que l'adresse du sous-traitant,
- le comptable assignataire des paiements,
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer,
- le texte du contrat précisant exactement les prestations confiées.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du RSEM dans le traitement des actes de sous-traitance, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent, téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, la durée du contrat de sous-traitance, le

montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le RSEM doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), le RSEM est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur ou au RSEM lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par le RSEM.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission au RSEM (contre récépissé ou lettre recommandée).

Le RSEM doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence du RSEM gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché, le titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants, notamment la gestion des procédures d'accès.

Au cas où le titulaire n'aurait pas intégré, par cette démarche, l'ensemble des compétences requises pour la bonne réalisation du marché le RSEM pourra faire appel à un tiers extérieur aux frais du titulaire.

4.4.1.1 Conditions de paiement

Les sous-traitants acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées ont droit au paiement direct sauf si le montant des prestations qui leur sont confiées est inférieur à 600 € TTC.

4.4.1.2 Visites constructeurs ou spécialistes

Dans le cadre des prestations forfaitaires de maintenance préventive, le titulaire devra obligatoirement faire réaliser les visites prévues, conformément aux périodicités règlementaires, et au minimum :

- Par un constructeur ou des sociétés mandatés par lui pour les équipements suivants :

- Groupes frigorifiques/Pompes à chaleur ;
 - Pour la GTB/GTC, le cas échéant : Supervision GTC incluant matériel et logiciels, hors sondes et capteurs ;
 - Vérification des compteurs d'énergie ;
- Par une société spécialisée pour les équipements suivants :
 - Nettoyage des réseaux d'eau et eaux grasses,
 - Traitement des eaux : une fois par semestre par société spécialisée, les autres analyses peuvent être directement réalisées par le personnel du titulaire ;
 - Nettoyage des réseaux aérauliques associés aux hottes
- Analyse légionelles, le cas échéant
 - Le titulaire aura obligation de faire réaliser les analyses légionelles auprès d'un laboratoire agréé.
- Vérifications périodiques réglementaires des installations relevant du titulaire au titre du présent marché :
 - Le RSEM est en charge de contractualiser avec une société de contrôle réglementaire agréée pour les contrôles périodiques nécessitant l'intervention de ce type de bureau de contrôle.
 - Seules les vérifications réglementaires périodiques ne nécessitant pas l'intervention de société de contrôle réglementaire et agréée sont sous la charge du titulaire. Il peut sous-traiter ou faire réaliser ces vérifications par une personne compétente lui appartenant.

4.12.3 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur, du RSEM ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur, au au RSEM ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché. Le titulaire est tenu de justifier, au plus tard quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, qu'il a contracté les assurances nécessaires pour la couverture des risques encourus dans le cadre de l'exécution du présent contrat au titre des prestations forfaitaires et non forfaitaires, notamment :

- Les risques d'incendie, d'explosion, d'inondations, de gel, de vol,
- Les risques dus aux dégagements de gaz nocifs et feux de cheminées,
- Les risques de dégâts causés aux installations, aux bâtiments, aux contenants et aux personnes par l'eau, la vapeur, tous gaz nocifs et incidents quelconques provenant de ces installations,
- Les risques "responsabilité civile",
- Les risques "garantie décennale".

Le titulaire s'engage à couvrir tous les risques ci-dessus énumérés.

Les attestations d'assurance doivent être remises au plus tard à la signature du marché et de façon générale annuellement à la date anniversaire dudit contrat.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur ou le RSEM pour les marchés subséquents, de toute modification de son contrat d'assurance.

4.12.4 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Le matériel fourni par le titulaire dans le cadre des prestations du marché subséquent est garanti pendant une durée de 2 (deux) ans ou pendant la durée de garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure.

Pour les pièces dont le remplacement fait partie du présent contrat, la durée minimale de disponibilité doit être de 10 ans.

Les carnets de maintenance mentionnent la date de mise en service du matériel. Si une nouvelle défaillance affectant le même organe et ayant la même origine que la première se produit dans le délai de garantie ainsi défini, il n'y a pas de facturation pour la seconde réparation.

En cas de travaux neufs réalisés avant le début du marché ou pendant le marché par le RSEM, le titulaire assiste le RSEM pendant les périodes de garantie dues par les entreprises pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons ou non-façons et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du RSEM l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert dès qu'il en a connaissance. Pour la prise en compte des garanties, la date de réception des installations est précisée sur les PV de réception.

Sur demande du RSEM, le titulaire assiste à la réception des équipements ou matériels, survenant en cours de marché et aux levées de réserves effectuées. Les observations qu'il peut être amené à émettre ne peut entraîner son refus d'assurer ses obligations d'exploitation et de maintenance normale de l'installation.

4.12.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur ou au RSEM dans le cadre des marchés subséquents, les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur ou au RSEM dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de manquement, l'acheteur ou le RSEM ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En cas de délais supérieurs aux tableaux de délais (article 6.6.4 du CCTP), le RSEM se réserve le droit de confier la prestation et fourniture à un autre prestataire sans que le titulaire ne doive être

d'accord. A l'issue, il est tenu de maintenir l'ensemble des modifications qui ont été apportées sans pouvoir se dédouaner de ne pas avoir réalisé les modifications.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si le RSEM en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du marché subséquent (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

4.12.6 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

Le RSEM peut prononcer l'exécution de la fourniture et des prestations aux frais et risques du titulaire dans les cas suivants non cumulatifs :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard
- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation après une mise en demeure préalable restée inexécutée dans le délai prescrit ;
- en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

4.12.7 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris :

7 rue de Jouy

F - 75004 Paris

Tél : +33 1 44 59 44 00

Fax : +33 1 44 59 46 46

Courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

L'acheteur ou le RSEM et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur ou le RSEM et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux

marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

4.12.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché subséquent par le RSEM ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché subséquent par le RSEM et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

4.12.8.1 Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Sa demande doit être adressée au RSEM et à l'acheteur.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant du RSEM est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le RSEM maintient l'acheteur informé.

Dans sa décision, le RSEM précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, le RSEM se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

4.12.8.2 Suspension à l'initiative du RSEM

Si le RSEM décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire et l'acheteur par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, le RSEM précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

Le RSEM ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse au RSEM un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

4.12.8.3 Prolongation du délai d'exécution des prestations

Le RSEM prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du RSEM qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché subséquent. Toute modification de la durée du marché subséquent ne peut résulter que d'un avenant.

4.12.8.4 Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché subséquent du fait de l'évènement perturbateur, le RSEM prononce la résiliation du marché subséquent.

De même si l'ensemble des titulaires de l'accord-cadre, sont dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par le RSEM à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à le RSEM un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le RSEM.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le RSEM se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le RSEM vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le RSEM, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le RSEM et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis au RSEM par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence article 46.2 CCAG FCS et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

4.12.8.5 Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

4.12.9 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution de l'accord cadre s'effectuera en français.

Article 5 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
1.4.8	4	Documents contractuels de l'accord-cadre
3.2.10.3	27, 28, 29, 30	Opérations de vérification
3.3.2	4.1	Modalités financières
4.10	14 et 27	Pénalités

Article du présent CCAP	Article du CCTG auquel il est fait dérogation	Objet de la dérogation
3.3.3	7	CCTG-Marchés d'exploitation de chauffage avec gros entretiens* - Révision des prix
3.2.2.7	7.6	CCTG-Marchés d'exploitation de chauffage avec gros entretiens* - Clause d'intéressement aux économies d'énergie

** Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat de l'Observatoire économique de la commande publique*